

Jean-Luc DOMENACH

chargé de recherches au CERI (Fondation nationale des Sciences politiques)

(1985)

“La Chine  
ou les tribulations  
du totalitarisme.”

In Traité de science politique,  
Tome II : les régimes politiques contemporains

**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES**  
CHICOUTIMI, QUÉBEC

<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

**UQAC**

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25<sup>e</sup> anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.  
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.**

Un document produit en version numérique par Roger Gravel, bénévole,  
Page web : [http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles\\_equipe/liste\\_gravel\\_roger.html](http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_gravel_roger.html)

à partir du texte de :

Jean-Luc Domenach

**“*La Chine ou les tribulations du totalitarisme.*”**

In ouvrage sous la direction de Madeleine Grawitz et Jean LECA,  
**TRAITÉ DE SCIENCE POLITIQUE. Tome 2. Les régimes politiques contemporains.** Chapitre 3, section 5, pp. 238-268. Paris: Les Presses universitaires de France, 1re édition, 1985, 714 pp.

Jean Leca nous a accordé le 4 avril 2018 son autorisation de diffuser en accès libre à tous ce texte dans Les Classiques des sciences sociales.



Courriel : Jean LECA : [jean.leca@gmail.com](mailto:jean.leca@gmail.com)

Police de caractères utilisées :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

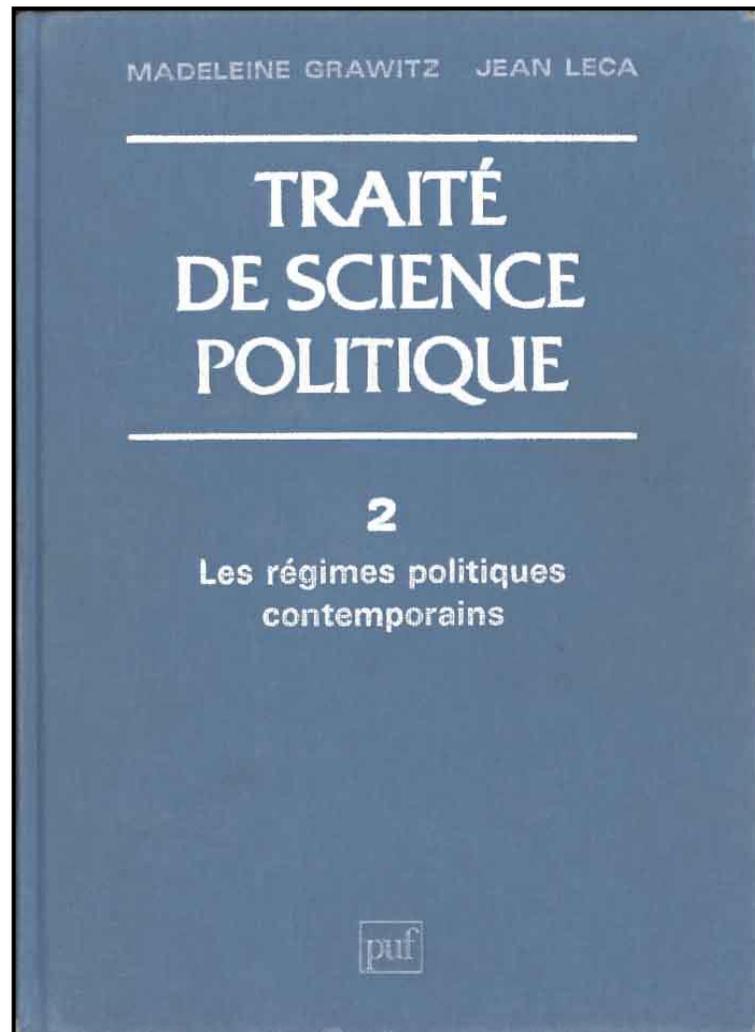
Édition numérique réalisée le 13 avril 2022 à Chicoutimi, Québec.



Jean-Luc DOMENACH

chargé de recherches au CERI (Fondation nationale des Sciences politiques)

“La Chine ou les tribulations du totalitarisme.”



In ouvrage sous la direction de Madeleine Grawitz et Jean LECA, **TRAITÉ DE SCIENCE POLITIQUE. Tome 2. Les régimes politiques contemporains.** Chapitre 3, section 5, pp. 238-268. Paris: Les Presses universitaires de France, 1re édition, 1985, 714 pp.

**Note pour la version numérique :** La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[705]

**TRAITÉ DE SCIENCE POLITIQUE.**  
Tome 2. Les régimes politiques contemporains

**Table des matières**

Chapitre III. Le totalitarisme [115]

Section 5. *La Chine ou les tribulations du totalitarisme*, par J.-L. Domenach [238]

1. Une question négligée [239]
  2. Le problème de l'information [240]
  3. L'évolution récente [243]
  4. Le cercle totalitaire [246]
  5. Les tribulations politiques du totalitarisme [250]
  6. Vers un régime totalitaire post-révolutionnaire ? [257]
- Bibliographie [265]

[238]

## Section 5

### *La Chine ou les tribulations du totalitarisme*

par Jean-Luc Domenach

[Retour au sommaire](#)

L'histoire des perceptions successives de la Chine en Occident abonde en sujets d'étonnement. L'un des plus récents est que le concept de totalitarisme ait si peu orienté la compréhension du communisme chinois.

L'étonnement vient d'abord de ce que l'opinion occidentale disposa assez tôt d'informations significatives. Durant la guerre civile qui précéda la prise du pouvoir par les communistes en 1949, la presse occidentale emboîtait souvent le pas à celle du Guomindang pour dénoncer les sévices infligés par les troupes communistes aux « impérialistes » et aux « réactionnaires » dans les territoires libérés. Après la fondation de la République populaire de Chine, il apparut très vite que les étrangers, au même titre que les Chinois les plus compromis avec le Guomindang, seraient exclus du bénéfice d'une politique initialement modérée. Pressions et menaces suffirent à pousser au départ la majorité d'entre eux. Mais certaines catégories d'étrangers s'accrochaient au sol chinois : métis, pauvres hères, Russes blancs et surtout prêtres. Contre ceux-là, le pouvoir communiste recourut à la terreur : meetings de masse, condamnations, incarcérations, tortures, expulsions souvent. Mais les prêtres chassés de Chine avaient la volonté et les moyens de protester contre les horreurs subies : soutenus par leurs Églises, encouragés par le climat de guerre froide, approuvés par l'opinion internationale, nombre d'entre eux rapportèrent les souffrances subies dans des récits qui donnaient également une description très précise de l'appareil de répression chinois

(Monsterleet, 1953 ; Rigney, 1956 ; Sauvage, 1957 ; Van Coillie, 1964). Bientôt, en Europe, un groupe d'anciens détenus des camps nazis étendit à l'URSS mais aussi à la Chine communiste une critique remarquablement documentée du système concentrationnaire : la Commission Internationale Contre le Régime Concentrationnaire, que présidait David Rousset (CICRC, 1956). À partir de la fin des années cinquante, certes, les informations sur la répression en Chine commencèrent à se raréfier, mais sans jamais s'interrompre complètement. Depuis lors, trois témoignages sur les camps de travail chinois ont été publiés ou traduits en français (Lai, 1970 ; Pasqualini, 1973 ; Liu, 1982). De plus, des nouvelles des détenus étrangers n'ont jamais cessé de filtrer par Hong Kong ou par Taiwan.

[239]

Et pourtant, aucun journaliste n'a jamais eu l'idée de ramasser l'ensemble des informations disponibles sur la répression en Chine. Moins surprenant, peut-être : préoccupées sans doute de ménager l'avenir, les Églises n'ont jamais publié de récapitulatif complet de la persécution que leurs fidèles, étrangers et chinois, n'ont pas cessé de subir.

## ***1. Une question négligée***

[Retour au sommaire](#)

Si l'on examine la littérature spécialisée sur la Chine, la surprise augmente encore. Car non seulement celle-ci a souvent négligé les données disponibles sur la répression en Chine mais, jusqu'à une période très récente, elle s'est développée en désertant de façon de plus en plus explicite la question du totalitarisme.

Le cas des études conduites aux États-Unis est particulièrement surprenant. Car elles se sont d'abord développées dans une situation de guerre froide et dans un climat universitaire marqué par l'expansion d'une soviétologie anti-communiste. Pourtant, on est frappé par l'empirisme décidé ainsi que par la spécialisation croissante des approches. À une époque où les politiciens américains dénonçaient les « Rouges », les spécialistes de plus en plus nombreux de la Chine populaire (et qui, certes, laissaient bien souvent percer leurs

convictions) accumulaient les connaissances sur la politique intérieure, la diplomatie ou l'économie de la Chine populaire.

C'est par le développement plus tardif des études monographiques que cette spécialisation a probablement apporté le plus d'éléments à la compréhension du régime communiste chinois (Vogel, 1969 ; Falkenheim, 1972 ; Lieberthal, 1972). Car elles montraient comment, dans la pratique, fonctionnait le système que des études plus générales démontraient abstraitement. Il est d'autre part certain que l'accumulation des connaissances a nourri des jugements critiques de plus en plus affinés sur le développement de la Chine populaire. Pour ne prendre qu'un exemple, plusieurs travaux conduits aux États-Unis ont démontré très à l'avance que le contrôle des naissances était une nécessité vitale (Orléans, 1972).

Cependant, si on les considère avec du recul, les études américaines sur la Chine populaire ont dans l'ensemble conservé trois défauts. Le premier est d'avoir longtemps négligé les questions que l'on range depuis la fin des années soixante-dix dans la rubrique « Droits de l'homme ». Seules quelques recherches, généralement juridiques, laissaient percer des informations assez maigres sur le système carcéral, sur la répression et plus généralement sur l'encadrement de la vie quotidienne en Chine populaire (Leng, 1967 ; Cohen, 1968). En second lieu, à l'exception des meilleures monographies et de quelques travaux spécialisés (Chang, 1969 ; Bernstein, 1970), la plupart des recherches négligeaient les effets sociaux des politiques officielles et l'influence des réactions sociales sur ces politiques successives. Plus généralement, le domaine sociologique est pratiquement demeuré vierge jusqu'à la publication en 1978 d'un ouvrage Plonnier intitulé *Village and Family in Contemporary China* (Parish et Whyte, 1978). Enfin, seuls quelques travaux posaient le problème de la nature du régime chinois en référence avec le modèle soviétique et sans se perdre dans des généralités culturalistes (Schurmann, 1966). Contrairement à celles [240] qui portaient sur l'émergence du communisme chinois, les études américaines sur la Chine populaire ont rarement corrigé leur extrême spécialisation par des synthèses originales tenant compte de la nature répressive du régime.

Ce tableau s'est quelque peu nuancé depuis la fin des années soixante-dix. La rubrique « Droits de l'homme » s'est augmentée de traductions, de reportages et de quelques études plus fournies sur la

dissidence ou sur la société chinoise (Butterfield, 1982 ; Bernstein, 1982 ; Liang et Shapiro, 1983). Mais ces progrès, qui s'ajoutent à la masse remarquable des connaissances accumulées, n'ont pas empêché l'apparition d'un climat de morosité dans le *field*. La recherche américaine sur la Chine populaire paraît en fait en quête de significations, et c'est ce qui explique peut-être le succès tardif rencontré, outre-Atlantique, par la traduction du livre iconoclaste de Simon Leys, *Ombres chinoises* (Leys, 1974).

Il est intéressant de noter que les études françaises sur la Chine populaire, malgré le goût national pour la polémique et les généralités, n'ont abordé la question du totalitarisme en Chine qu'avec retard. C'est que, dans notre pays, la Chine populaire n'a subitement cessé d'être ignorée que pour enthousiasmer. Les historiens des idées devront montrer pourquoi et comment la Chine de la révolution culturelle a soudain fasciné l'intelligentsia française vers la fin des années soixante, et ils devront comparer cette fascination avec celle qu'un autre régime totalitaire, la Russie soviétique, avait suscitée quelques décennies auparavant. Ce qui est en tout cas certain, c'est que l'avalanche de la littérature maophile et l'intimidation politique ont ralenti le développement des études françaises sur la Chine populaire. Celui-ci ne s'est poursuivi que progressivement, dans les années soixante-dix, sous la triple influence de l'école historique des *Annales*, des acquis méthodologiques américains et enfin de la désillusion idéologique à l'égard du communisme chinois (Padoul, 1981). Beaucoup moins nombreuses, longtemps moins fouillées et précises qu'aux États-Unis, les recherches françaises se sont cependant montrées, à partir de 1974-1976, plus sensibles au problème des droits de l'homme et, parfois, à la nécessité de fournir une définition globale de la nature du communisme chinois (Bianco, 1976 ; Cadart, 1976). Mais chez les uns la traduction ou la dénonciation faisaient souvent office de démonstration alors que, chez d'autres, la maturation conceptuelle demeurait nécessairement subordonnée à l'accumulation préalable des connaissances spécialisées. Le résultat est qu'on ne trouve en français aucune synthèse sur la Chine populaire équivalente à l'ouvrage désormais classique de Lucien Bianco sur *Les origines de la Révolution chinoise* (Bianco, 1967), et que les travaux spécialisés sur la répression ont rarement dépassé le niveau d'information des rapports d'Amnesty international (Amnesty international, 1978).

## *2. Le problème de l'information*

[Retour au sommaire](#)

Les emportements idéologiques et les prudences scientifiques ne suffisent cependant pas à expliquer ces énormes apories. Si l'information avait été plus significative et plus aisément disponible, il en aurait été probablement plus tenu compte. Le contrôle de l'information officielle chinoise, les silences des réfugiés et des intellectuels [241] chinois et les maladresses de la propagande taïwanaise contribuent largement à expliquer l'insuffisance de la recherche occidentale.

Nous y reviendrons plus loin : le contrôle et la manipulation de l'information constituent l'un des ressorts fondamentaux du totalitarisme, en Chine comme ailleurs. Après la victoire de 1949, le nouveau régime chinois a immédiatement établi un système centralisé d'information manipulé par les départements de la propagande des comités du Parti. Ce système n'a perdu son monopole et sa toute-puissance que dans certaines grandes villes et durant de très courtes périodes : les mois de mai et de juin 1957 (période dite des Cent Fleurs), les années 1966-1968 (phase la plus désordonnée de la révolution culturelle) et les années 1978-1980 (période dite du « mouvement démocratique »). Le reste du temps, l'ensemble de la population chinoise ne recevait que des nouvelles au préalable filtrées par le régime. Pour ne prendre qu'un exemple, l'alunissage d'un aéronef américain en 1968 n'a été révélé au Chinois de la rue que des années plus tard. Ce contrôle était renforcé par quatre facteurs supplémentaires : l'intensité (il est vrai variable) de la propagande idéologique qui substituait naturellement la mobilisation à l'information ; la sélection des nouvelles suivant le degré de proximité à l'égard du pouvoir ; la fixation administrative des individus sur leur lieu de travail et d'habitation, qui les empêchait de s'informer par eux-mêmes ; enfin, l'extension du domaine du secret d'État à tous les mécanismes internes du pouvoir et en particulier aux mécanismes de la répression politique.

Par ses excès, certes, la propagande a fini par révéler ses défauts et par se déconsidérer. Assez rapidement, donc, la population a répondu à

la diète qui lui était imposée par une myriade de tactiques : rumeurs de bouche à oreille, correspondance privée, écoute des radios étrangères... Le régime s'est à son tour trouvé fréquemment obligé d'améliorer le contenu de son information quand il lui fallait vraiment être cru, surtout dans les périodes d'échecs économiques.

Dans l'ensemble, cependant, le contrôle des informations s'est révélé particulièrement efficace à l'étranger. En effet, dès 1953, l'exportation de la presse provinciale chinoise était limitée à quelques titres. Par la suite, ce contingentement n'a cessé d'évoluer au gré des oscillations de la politique officielle – jusqu'à atteindre durant la révolution culturelle un étiage si bas que le spécialiste étranger pouvait lire *tous* les périodiques exportés par Pékin. Mais il n'a jamais cessé d'être étroitement contrôlé.

Pour améliorer leur information, les spécialistes occidentaux auraient certes pu se préoccuper plus tôt de rechercher les rapports oraux des dizaines de milliers de réfugiés qui, chaque année, parvenaient à fuir la Chine par Hong Kong. On reste stupéfait du petit nombre de témoignages de réfugiés traduits à l'étranger avant la révolution culturelle : à notre connaissance, deux seulement (Loh, 1962 ; Mu, 1963). L'exode de dizaines de milliers de paysans cantonnais dans la colonie anglaise au printemps 1962 a été presque ignoré. La première étude fondée exclusivement sur des récits de réfugiés, la meilleure d'ailleurs dont nous disposions encore sur le fonctionnement de l'administration chinoise, date de 1967 (Barnett, 1967).

Il est vrai que, jusqu'au milieu des années soixante-dix, les récits de réfugiés manquaient souvent de relief et de diversité : ils portaient le plus souvent sur la [242] province du Guangdong et reflétaient l'existence compartimentée et localisée de leurs auteurs. Il aura fallu la patience et l'intelligence sociologiques de William Parish et Martin Whyte pour que l'on en comprenne tout l'intérêt (Parish et Whyte, 1978). Parmi ces réfugiés, il se trouvait certes aussi des intellectuels et des Chinois d'outremer sortis sous divers prétextes. Mais ils hésitaient à rapporter leurs expériences de la répression. Les menaces de représailles dont ils étaient l'objet suffisaient-elles à expliquer leur silence ? Reconnaissons que non. Des menaces analogues n'ont pas arrêté les dissidents soviétiques, et elles ont aujourd'hui perdu leur efficacité sur de nombreux réfugiés chinois. La vérité est que, pendant de nombreuses années – probablement jusqu'au milieu des années

soixante-dix – la quasi-totalité des réfugiés chinois ne voulaient pas révéler les aspects les plus noirs du communisme chinois. Ce silence constitue une énigme centrale. Le système communiste chinois a directement causé la mort de millions d'êtres humains. Il a emprisonné plusieurs autres millions d'individus, surtout dans une population intellectuelle et plus généralement urbaine qui avait les moyens de se plaindre. Et pourtant le flot continu des départs à Hong Kong n'a pas engendré un flot correspondant de témoignages et de protestations. Avant le milieu des années soixante-dix, on ne recense qu'un tout petit nombre de récits de ces anciens officiers du Guomindang, de ces professeurs, de ces étudiants, de ces techniciens qui ont été emprisonnés par dizaines de milliers en 1950-1952, en 1956-1957, puis à nouveau durant la révolution culturelle : la différence avec l'Union soviétique est éclatante. Ceux qui ont osé parler se caractérisent souvent par leur marginalité dans la société chinoise : Jean Pasqualini était un métis franco-chinois, Lai Ying une chrétienne. Mais les grands écrivains persécutés comme Ding Ling, comme Ba Jin, comme Hu Feng même, se sont jusqu'à présent tus.

La seule manière de résoudre cette énigme est de considérer qu'elle ouvre un point de vue sur la nature et sur l'histoire du totalitarisme communiste. De même que l'effort de contrôle total de l'information désigne un régime totalitaire, de même que le nombre des évasions à Hong Kong indique ses limites, de même le long silence des réfugiés signifie qu'il n'a pas été toujours vécu comme un scandale absolu par ses victimes elles-mêmes. Jusqu'au milieu des années soixante-dix, l'émigration chinoise était plus forcée que voulue, plus malheureuse que protestataire. Elle ne pouvait donc constituer un pôle de dénonciation.

Il est probable que l'insuffisante crédibilité de l'alternative taïwanaise contribue à expliquer le silence des réfugiés chinois. Des données éparses mais nombreuses laissent en effet penser que les efforts de la propagande formosane n'ont jamais totalement compensé les mauvais souvenirs laissés par le régime de Chiang Kai-Shek, surtout dans l'intelligentsia chinoise, mais également dans le reste de la population. Il est significatif que Taïwan attire une faible partie des fuyards du continent : ceux-ci préfèrent en général Hong Kong et les autres communautés chinoises d'outre-mer. Une raison de cet échec est sans doute l'incapacité du régime taïwanais, malgré son incontestable

libéralisation, à se réclamer franchement de la démocratie et donc à diffuser une critique articulée du totalitarisme. Depuis 1949, la propagande taïwanaise (qui est presque aussi contrôlée que son équivalent pékinois) alterne les révélations de détail et les dénonciations générales. Mais les unes sont [243] malaisément vérifiables, toujours éparses et parfois fausses. Surtout, elles ne touchent qu'assez rarement le domaine de la répression et de la terreur. Manque d'informations ? Probablement pas : les services secrets taïwanais conservent de solides réseaux sur le continent. Crainte d'être atteinte en boomerang par une telle critique ? Peut-être, encore que la répression à Taïwan n'ait jamais atteint la même ampleur que sur le continent. La vérité paraît plutôt que les dirigeants taïwanais ont amolli leur dictature sans revenir concrètement sur leur mépris original pour les principes démocratiques. Certains dissidents chinois estiment que les régimes de Pékin et de Taipei sont des frères jumeaux. Sans aller jusque-là, il faut bien reconnaître que l'autoritarisme taïwanais n'a jamais été capable de fonder une critique du totalitarisme communiste <sup>1</sup>.

### ***3. L'évolution récente***

[Retour au sommaire](#)

Depuis quelques années, cependant, l'évaluation des sources disponibles pour l'analyse du régime totalitaire chinois conduit à un pessimisme moins marqué. Car si les publications taïwanaises ne se sont guère enrichies, les informations en provenance de Hong Kong et du continent se sont multipliées depuis le milieu des années soixante-dix. À l'origine de ce phénomène nouveau, un événement décisif : la mort politique puis physique de Mao Tsé-Toung dans les années 1973-1976. Car la disparition du Grand Timonier a été précédée par une évolution aussi incontestable que difficile à dater : la rupture du consensus entre le régime maoïste et les couches les plus actives

---

<sup>1</sup> Il n'existe pas, à notre connaissance, d'ouvrage sérieux établissant le bilan des apports taïwanais à la recherche sur la Chine populaire. Cette analyse est donc surtout fondée sur une évaluation personnelle des sources taïwanaises, qui sont surtout le *Zhongyang Ribao* (*Quotidien du Centre*) et la revue *Issues and Studies*.

(jeunesse, intellectuels) de la population urbaine (Cadart, Cheng et Hua, 1977 » Michel et Huang He, 1978). Seule la rupture de ce consensus explique la publication sur les murs de Canton puis à Hong Kong en 1974-1975 de ce que l'on a appelé le « premier *samizdat* chinois »<sup>2</sup> puis la floraison, dans la colonie anglaise, de revues animées par d'anciens gardes rouges ou des intellectuels jusqu'alors isolés. On trouvait dans ces revues une description saisissante de la misère populaire et de la répression politique en Chine continentale (Bonnin, 1980).

Ces revues ont connu un sort très divers. Mais leur nombre est resté à peu près constant au travers des faillites et des dispersions, et d'autre part, dans leur sein, la tendance dissidente l'a provisoirement emporté sur la tendance à la fois communiste et réformiste qui faisait florès dans les années 1977-1979. Cette évolution révèle un changement décisif du statut de l'intellectuel chinois de Hong Kong : celui-ci n'est plus un être qui tait ses remords, mais qui dit sa vérité. Ce changement n'est que la manifestation amplifiée d'un phénomène qui s'est manifesté, de façon plus complexe et plus limitée, dans les autres communautés chinoises d'outremer, mais aussi, mais surtout sur le continent.

En Chine communiste, en effet, la même rupture du consensus s'est manifestée dans un étroit milieu d'intellectuels. Leur itinéraire peut être défini rapidement comme [244] le passage de la contestation à la dissidence. Contrairement à ce que l'on a parfois cru ou écrit en Occident, les auteurs du premier *samizdat* chinois, les manifestants de la place Tian An Men en 1976 et la grande majorité des partisans du « mouvement démocratique » des années 1978-1979 étaient des contestataires réformistes qui ne possédaient guère d'autonomie intellectuelle et politique mais souhaitaient surtout accélérer l'assouplissement du régime (Padoul, 1979 ; Sidane, 1980). Ce sont les lenteurs, les limites politiques de la réforme et finalement la répression qui ont provoqué la radicalisation de la contestation et sa mutation progressive en une dissidence philosophique, morale et politique. Pour la première fois dans l'histoire de la Chine populaire, l'opposition politique rompait les amarres avec le marxisme et avec le consensus national. Des actes spectaculaires symbolisent cette rupture : par exemple, le jeune dissident Wei Jingsheng décidant de plaider non

---

<sup>2</sup> Gilbert Padoul, *Le Quotidien de Paris*, 29 décembre 1975.

coupable face à ses juges, et ses amis faisant passer à l'étranger les minutes de son procès (Sidane et Zafanulli, 1981) ; un autre dissident, Liu Qjng, rédigeant durant sa détention et faisant passer à l'extérieur un témoignage intitulé *J'accuse devant le tribunal de la société* (Liu, 1982). Un dernier exemple est à la fois plus ambigu et probablement plus significatif : la même Lin Xiling qui avait en 1957 animé la contestation « titiste » des universités pékinoises (Doolin, 1964) a été officiellement autorisée à quitter son pays, après quinze années de détention, pour aller prononcer à l'étranger des discours protestataires qui combinaient la dénonciation du régime taïwanais avec des professions de foi social-démocrates et une critique désormais radicale du communisme soviéto-chinois <sup>3</sup>.

Cet événement introduit à l'analyse des changements récents de l'information diffusée par les autorités chinoises. Malgré ses limites, la démaoïsation opérée par Deng Xiaoping a engendré un assouplissement généralisé du système de contrôle et de manipulation des médias. Le contenu de l'information écrite, radiodiffusée et télévisée est devenu plus concret que dans les phases modérées qui ont précédé la révolution culturelle. Son but reste certes immuable ; il s'agit toujours de démontrer que le Parti a raison. Mais le corps de la démonstration a changé : non seulement le Parti n'a pas toujours eu raison, non seulement il a commis de graves crimes, mais il a aujourd'hui raison parce qu'il les corrige, c'est-à-dire parce qu'il est communiste, mais aussi bienveillant et efficace. De plus, le nombre des publications disponibles en Chine et à l'étranger a considérablement augmenté. Le spécialiste occidental peut en 1984 recevoir plus de cinq cents périodiques chinois. Parmi ces périodiques, on ne note pas seulement les mêmes journaux locaux et les mêmes revues spécialisées que dans les années cinquante. On remarque aussi de nouvelles publications scientifiques, parfois sociologiques et juridiques <sup>4</sup>, et surtout une véritable floraison de revues littéraires. La même évolution s'est développée dans l'édition : à côté de la masse des opuscules de propagande (qui d'ailleurs se vendent de plus en plus mal), on peut aujourd'hui trouver quelques ouvrages spécialisés qui abordent des sujets jusqu'alors tabous : les excès de la répression politique, [245] la

<sup>3</sup> *Le Monde*, 22 octobre 1983.

<sup>4</sup> Et notamment deux revues mensuelles riches en informations précises : *Minzhu yu Fazhi* (*Démocratie et Légalité*) et *Shehui* (*Société*).

pauvreté rurale. Surtout, peut-être, la floraison romanesque autorisée par le pouvoir a pris la forme, depuis 1978, de ce que l'on appelle la « littérature de la blessure », essentiellement des récits de persécutions subies par les intellectuels et les Chinois d'outre-mer de 1966 à 1976. Ces récits apportent de nombreuses précisions sur les mécanismes de la terreur maoïste et sur l'atmosphère sociale dans ces années noires (Chen, 1978 ; Denès, 1981).

Si le pouvoir a publié cette littérature, ce n'est pas seulement pour satisfaire un immense besoin populaire, mais aussi pour affaiblir deux circuits de diffusion nouveaux qui érodaient son monopole : la littérature souterraine, et les publications du « Printemps de Pékin ». La première a connu un développement incontestable dans la première partie des années soixante-dix. Privée de sa partie littéraire, elle se réduit aujourd'hui à la pornographie et à de l'édition à compte d'auteur. Étouffée par la police, la seconde perdait une bonne partie de sa légitimité dès lors que son versant romanesque trouvait un débouché dans les canaux officiels. Les collections disponibles en Occident contiennent un grand nombre de textes révélateurs, encore que parfois trop généraux. Même si ces fissures ont été rapidement colmatées, elles n'en ont pas moins contraint le pouvoir à assouplir de façon notable son contrôle de l'information. Le régime communiste chinois est peut-être aujourd'hui celui qui, au monde, publie le plus d'informations négatives à son propos.

Ce rapide bilan des recherches et des informations sur le totalitarisme en Chine suggère donc des conclusions nuancées. Il existe une aporie remarquable de la recherche dans ce domaine. Cette aporie s'explique en premier lieu par l'environnement politique, idéologique et scientifique de la recherche en Occident. Mais elle s'explique aussi par le contrôle totalitaire de l'information en Chine populaire, par le long silence des réfugiés et par les maladroites de la propagande taïwanaise. Cependant, l'état réel de l'information n'a jamais cessé de varier, le contrôle officiel n'a jamais été total, et il s'est significativement affaibli depuis que les intellectuels ont rompu le silence et depuis que le régime lui-même s'est résigné à assouplir sa politique d'information.

Cette évolution explique que la connaissance de la « face cachée de la Chine » (Béja et Zafanulli, 1981) ait récemment progressé, mais pas de façon décisive. Les domaines qui étaient hier les moins mal connus

restent aujourd'hui les mieux connus. Ce sont ceux qu'éclaire en priorité l'information officielle, mais dans lesquels les mécanismes du pouvoir et la nature profonde du régime s'expriment de la façon la plus floue : évolution des programmes politiques, factionnalisme, diplomatie, politique culturelle, situation et politique économiques. Grâce à la publication de nouveaux matériaux, la sociologie de la Chine populaire peut être entreprise timidement. Mais les mécanismes et les effets précis de la domination politique ne sont encore entrevus que de façon fugitive. Toute étude sur l'applicabilité du concept de totalitarisme au régime communiste chinois doit donc être placée sous le double signe de la prudence et de l'hypothèse.

En revanche, l'histoire de l'information sur le totalitarisme en Chine populaire constitue une intéressante introduction à la réflexion sur le régime chinois. Cette histoire combine en effet des permanences fondamentales – effort de contrôle [246] totalitaire, mais aussi « fuites » marginales vers Hong Kong – avec des évolutions oscillatoires, longtemps peu sensibles et récemment plus importantes. La question est de savoir si cette évolution de l'information constitue aussi un point de vue sur le totalitarisme en Chine. Le régime chinois se caractériserait principalement par une permanence totalitaire dont l'effectivité n'a jamais été complète. En revanche, le régime n'aurait jamais cessé d'évoluer sur ses fondements totalitaires, et son évolution se serait récemment accélérée.

#### ***4. Le cercle totalitaire***

[Retour au sommaire](#)

Disons-le tout de suite : les données disponibles nous paraissent corroborer cette impression d'ensemble. Et tout d'abord, il semble possible de définir le régime communiste chinois comme totalitaire car ses fondements constituent un noyau à la fois dur et cohérent que l'érosion de l'histoire n'a pas encore modifié de façon décisive.

Admettons d'abord comme provisoirement satisfaisante une définition classique des régimes totalitaires. Ceux-ci seraient caractérisés par la domination totale d'une idéologie à la fois unique et universelle et par le monopole actif d'un parti politique assurant et

renforçant sans cesse son propre pouvoir à l'aide de trois autres monopoles : de la coercition, de la communication de masse et de l'organisation économique (Linz, 1975, pp. 186-188). Cette définition ne va probablement pas au cœur des choses car elle ne dégage pas le ressort fondamental de l'émergence et de la survie des régimes totalitaires. Mais elle présente l'avantage d'être descriptive et ainsi de faciliter les comparaisons et les évaluations historiques. Elle échappe aussi aux simplifications polémiques : pour qu'un régime puisse être défini comme totalitaire, il ne suffit pas qu'il obéisse à l'un seulement de ces critères ; il faut qu'il les reproduise et les articule tous dans son sein. Cela signifie, par exemple, que l'ampleur momentanée d'une répression désigne beaucoup moins clairement un régime totalitaire que l'existence d'un appareil de répression non seulement surpuissant mais articulé idéologiquement, politiquement et organisationnellement sur une idéologie et un parti totalitaires – et moins encore que l'existence de monopoles politiques, médiatiques et économiques qui, en temps normal, limitent de façon décisive l'expression de la déviance, donc la nécessité de la répression. Si la terreur politique est nécessaire pour fonder un régime totalitaire, elle n'est appliquée par la suite que lorsque celui-ci se place dans des circonstances exceptionnelles : lorsqu'il radicalise son projet transformateur, ou lorsqu'il hésite et se divise, ouvrant ainsi un espace et une légitimité aux oppositions (Domenach, 1982, pp. 88-92). Un régime totalitaire n'est pas par essence un régime qui terrorise ou qui réprime. C'est un régime qui possède un projet de totalisation du réel ainsi que les moyens de donner à ce projet un degré réel d'effectivité.

Si donc le régime nouveau que les communistes chinois fondent en 1949 peut être défini comme totalitaire, ce n'est pas vraiment à cause de l'élimination des opposants qui est conduite dans les premières années, et surtout jusqu'en 1952, [247] quelle qu'en ait été l'ampleur : Jacques Guillermaz <sup>5</sup> évalue à environ cinq millions le nombre des exécutions capitales dans cette période (Guillermaz, 1979, p. 38), auxquelles il faut vraisemblablement ajouter un nombre plus important

---

<sup>5</sup> Créateur du Centre de Documentation et de Recherche sur la Chine contemporaine, Jacques Guillermaz a véritablement fondé les études sur la Chine populaire en France. Son ouvrage, *Le PCC au pouvoir*, constitue la meilleure synthèse disponible en langue française : dans ce travail, la référence y est permanente et ne sera pas répétée.

encore de condamnations à la « réforme par le travail », c'est-à-dire aux travaux forcés. Cette répression a simplement eu pour effet d'éliminer les oppositions à la mise en place du régime totalitaire.

La véritable originalité des premières années du régime ne réside d'ailleurs pas dans l'ampleur de la répression, mais dans le caractère précoce et d'emblée cohérent du régime mis en place. Celui-ci ne se définit pas progressivement au cours d'un processus dans lequel le système de pouvoir conserve longtemps un caractère composite. Dès le début, l'opposition démocratique est écrasée ou ralliée. Dès le début, les grands monopoles totalitaires sont mis en place de façon systématique et articulée. Cette originalité s'explique non seulement par la radicalisation politique qu'avaient opérée la guerre civile et la tension internationale, mais par la maturation historique du communisme chinois : contraint par la guerre civile puis étrangère de former des bases rouges, de les administrer et de les défendre militairement, le PCG s'était constitué très tôt – sans doute dès la fin des années trente – en un appareil militaro-administratif de type totalitaire.

Dès le début, donc, est mis en place un régime politique dont l'« idéologie directrice » unique est la « vérité universelle » du marxisme-léninisme telle que la « pensée de Mao Tsé-Toung » l'a adaptée aux « conditions spécifiques » de la Chine. En fait, nous le verrons, le contenu de cette idéologie ne cessera d'osciller par la suite : dans ce Parti communiste né à la fois d'une immense poussée nationaliste et d'une vaste utopie sociale, la part réciproque des objectifs nationaux (donc développementalistes) et sociaux (donc transformateurs) se modifiera de façon continue. Ce qui, en revanche, ne variera jamais, c'est la prétention de l'idéologie à rendre compte de tout le réel et de toute l'histoire nécessaire, et c'est donc sa fonction à l'intérieur du régime. Fonction d'inclusion/exclusion, tout d'abord : l'adhésion à l'idéologie officielle demeurera le premier critère de l'appartenance au « peuple »<sup>6</sup>. Fonction d'intelligence, ensuite : c'est de la confrontation entre les articles de la foi et la situation concrète que découle nécessairement la définition des

---

<sup>6</sup> Mais quel est le rapport, dans cette adhésion, entre les engagements volontaires et les « origines de classe » ? Aucune solution stable ne sera donnée à cette question, Mao insistant sur le rôle des facteurs subjectifs, et ses adversaires sur le « statut de classe ».

« objectifs à long terme », de la « ligne générale », de la « stratégie de transition » et des « tâches politiques de l'heure ».

Encore faut-il à la fois interpréter et appliquer cet ensemble d'objectifs et de méthodes : ce sera le rôle du Parti – un rôle d'autant plus important que les changements du réel contraignent à une réactualisation permanente des uns et des autres. Puisqu'il ne peut exister qu'une théorie juste, il n'y aura qu'un parti interprète et vérificateur, c'est-à-dire à la fois monopolistique et centralisé : comme [248] dans les autres régimes marxistes-léninistes, le privilège du Parti dans son ensemble engendre en son sein celui des dirigeants sur les simples membres.

Le Parti n'est pas seulement le vérificateur, mais aussi l'exécuteur, ou plutôt celui qui, par son « organisation », c'est-à-dire la mise en jeu des différents « organes » (ses monopoles secondaires), déclenche la chaîne de l'exécution. La propagande sert à « mobiliser » les « masses populaires » en faisant appel à leur « conscience de classe ». Ceux qui n'ont pas été convaincus sont, suivant les cas, simplement opposés comme « éléments attardés » aux « activistes » qui se manifestent brillamment sur le « front » de la « lutte des classes », ou redéfinis comme « ennemis de classe » et donc « supprimés » comme tels, c'est-à-dire passés par les armes ou jugés dignes (mais on ne parlera en prison que de la « miséricorde du gouvernement ») de la « réforme par le travail » qui en fera plus tard des « hommes nouveaux ». Comme dans la plupart des autres régimes communistes, la Sécurité publique a toujours été l'organe le plus efficace : c'est qu'à la différence des autres cadres, ses agents étaient jugés sur une tâche à la fois concrète et décisive pour la préservation du régime.

Une fois réalisées la « mobilisation » et l'« épuration des rangs de classe », il devient possible d'organiser directement l'application des « tâches de l'heure », que celles-ci consistent à « faire la révolution » (c'est-à-dire à « changer les rapports de production ») ou à « élever le niveau des forces de production ». C'est la tâche des organes économiques que le Parti contrôle étroitement. Ces organes complètent également le contrôle que le Parti et la Sécurité exécutent quotidiennement dans les comités de quartier ou de village. Ils déploient en effet une myriade d'« unités de travail » qui ne se contentent pas de mobiliser les travailleurs, mais également « prennent soin » de leur existence et leur accordent les « lettres de présentation »

nécessaires pour tout acte sortant de l'ordinaire (déplacement, congé exceptionnel, mariage). Ces unités de travail tendent donc à prendre la place de la famille comme cellule fondamentale de l'activité humaine.

Le double aspect à la fois véridicteur et exécutif de l'action du Parti engendre deux caractéristiques essentielles du régime totalitaire. La première est que le discours de la vérité, c'est-à-dire du pouvoir, tend en permanence à recouvrir une large partie du réel. Pour prétendre réaliser des ambitions sans limites (et, de fait, le terme *wujiang* est l'un des plus fréquents de la poétique totalitaire chinoise), le pouvoir doit nommer, c'est-à-dire à la fois désigner et muter le réel. Le vocabulaire idéologique et politique tendra ainsi en permanence à recouvrir ou à modifier par son propre code le langage scientifique. Il s'étendra de même sur l'ensemble du champ social et moral. Ce phénomène caractéristique trouvera en Chine une application originale : la langue de bois sera moulée dans la langue de Pékin (le « mandarin ») que le régime étendra à tout le pays par l'enseignement et l'administration. Certes, le recouvrement du réel par le langage de la vérité ne sera jamais complet. Le pouvoir lui-même trouvera parfois avantageux de modérer ses ambitions politico-linguistiques. Mais le recouvrement tendanciel du réel par le vocabulaire du pouvoir sera toujours suffisant pour prétendre confondre l'ordre politique avec l'ordre des choses, délégitimer toute opposition et faire apparaître comme contingente et aléatoire la frontière entre le régime et le réel.

Cet effort de recouvrement linguistique s'articule sur un effort complètement [249] inédit d'effectivité, c'est-à-dire de domination effective du réel naturel et humain par les monopoles subordonnés au Parti. C'est cet effort d'effectivité qui distingue de façon radicale le régime totalitaire fondé par le PCC des nombreuses tendances totalitaires que l'histoire chinoise a abritées. L'administration impériale, par exemple, s'arrêtait au niveau du district et laissait subsister de larges espaces d'autonomie villageoise, associative et familiale (Hsiao, 1960). Le régime communiste, lui, impulse un mouvement oscillatoire mais récurrent pour ne laisser hors de portée de son pouvoir que la partie la plus faible possible de la réalité sociale et naturelle : il est, par définition, « rectificateur » et « constructeur ». Derrière le décuplement du nombre des membres du PCC de 1949 à

1984<sup>7</sup>, derrière son extension plus significative à la quasi-totalité des villages et des quartiers des villes, le phénomène le plus caractéristique de l'effort totalitaire est la recomposition de la société et la « transformation de la carte » du pays. La société est réorganisée par cercles concentriques autour du noyau du pouvoir (Domenach, 1982, pp. 64-92). L'espace traditionnel est progressivement détruit et reconstruit par un effort d'industrialisation, de percement des voies de communication et d'architecture : ce doit être un espace clair, « lumineux », c'est-à-dire offert aux rayonnements comme aux regards du pouvoir.

Le pouvoir manquera certes toujours des moyens nécessaires pour parvenir, dans ce domaine comme dans d'autres, à une effectivité totale. Vite menacé par la catastrophe économique, il devra même se résigner à limiter et à ralentir ses transformations sociales et géographiques. Mais il demeurera toujours tendanciellement orienté vers la totalisation de l'ensemble du réel.

Plus généralement, la permanence de ses fondements totalitaires constitue le principal élément de continuité d'une histoire fertile, nous le verrons, en oscillations de très grande ampleur. Une originalité de cette histoire est que les principaux monopoles totalitaires se soient à certaines époques affaiblis. Mais ils ne se sont jamais affaiblis partout et en même temps : un monopole au moins, celui de la violence, n'a jamais été sérieusement atteint. Il a simplement été exercé de façon plus ou moins intense et plus ou moins discrète suivant les périodes. Le monopole idéologique n'a été dissipé que durant quelques mois, au printemps de 1957, ainsi qu'en 1978-1979. Le monopole politique du PCC s'est temporairement assoupli durant ces courtes périodes. Il ne s'est effacé que durant les trois années les plus chaudes de la révolution culturelle. À l'étranger, on le crut parfois définitivement évanoui. Mais il était temporairement remplacé (dans une atmosphère de désordre il est vrai très originale) par le réseau de pouvoir de Mao Tsé-Toung (Leys, 1971 ; Rice, 1972 ; Illiez, 1973). De la même façon, nous l'avons vu, le monopole de la communication n'a été entamé que de façon éphémère, pour se reformer aussitôt après. Et le monopole de l'organisation économique n'a été sérieusement écorné que récemment,

---

<sup>7</sup> Soit de 4 à 40 millions de membres, ou d'environ 1 % à 4 % de la population.

par la décollectivisation de l'agriculture : l'expérience suggère que la durée de cette concession n'est pas garantie.

Tout se passe en effet comme si les nombreux changements subis par le régime communiste s'étaient, jusqu'à présent au moins, développés à l'intérieur d'un cercle [250] d'acier qui n'a jamais été décisivement modifié ou affaibli, mais seulement élargi ou rétréci suivant les aléas de l'histoire et les tactiques du pouvoir. En ce sens fondamental, le régime communiste a été capable de se construire trente-cinq années de non-histoire. Ou, pour reprendre une expression qu'inventèrent les intellectuels protestataires du printemps 1957, l'histoire chinoise a été « encerclée ».

Il devient dès lors tentant d'attribuer cette stabilité fondamentale à la permanence, à l'intérieur du régime chinois, d'un « noyau dur » suffisamment puissant pour résister à l'histoire et conserver ses ambitions totalitaires. Il s'agirait d'un ensemble articulé de volontés (l'idéologie) et de capacités (les monopoles de l'interprétation et de l'action). En termes concrets, il s'agirait du bloc Parti-armée-police que l'histoire du communisme chinois a fortement cimenté. C'est ce bloc qui, mû par une sorte d'instinct collectif de conservation, aurait réagi, chaque fois que le régime était menacé par la contestation (1957, 1979) ou le désordre factionnel (1967, 1976) en serrant les rangs et en rétablissant les grands équilibres du pouvoir. Et c'est en faisant passer sa politique pour bénéfique à la consolidation de ce bloc que Deng Xiaoping est parvenu, comme nous le verrons, à modifier de fond en comble les orientations du régime sans l'affaiblir immédiatement.

Si cette idée mérite d'être retenue, c'est à titre provisoire – rien ne garantit qu'aucune érosion ou qu'aucune faille subite ne finira pas par détruire le noyau central du communisme chinois. Et c'est surtout à condition de lui apporter trois correctifs de taille. Le premier est que chacune des stabilisations opérées par ce bloc central s'explique aussi par l'intervention d'autres facteurs, structurels ou conjoncturels : en permanence, un nationalisme et un sens de l'ordre profondément ancrés dans la population comme dans l'appareil ; au moins jusqu'à la révolution culturelle, un consensus social minimum qui rejetait l'opposition dans la marginalité ; et, finalement, l'orientation très populaire vers la modernisation économique. Le deuxième correctif est que l'existence de ce noyau dur interdirait la sortie du totalitarisme, non son amollissement. Le pouvoir peut choisir de passer des compromis

dans la mesure même où il possède les moyens de les définir comme temporaires.

## ***5. Les tribulations politiques du totalitarisme***

[Retour au sommaire](#)

Le troisième correctif est de loin le plus important. Il réside dans les variations qui se sont déroulées à l'intérieur du cercle totalitaire. On rencontre ici une difficulté et une richesse caractéristiques de l'usage du concept de totalitarisme. En effet, dès lors qu'on l'affecte, non à d'épisodiques périodes de terreur, mais à l'analyse de régimes politiques construits pour durer, il devient nécessaire d'étendre son champ de signification à l'histoire ; il devient indispensable et éclairant de repérer à la fois les permanences qui autorisent et bornent l'histoire totalitaire et les changements qui permettent la survie de ces invariants et/ou modifient leur fonctionnement et leur effectivité – c'est-à-dire l'histoire des hommes.

Dans le cas chinois, cette difficulté générale se trouve par l'énorme ampleur des variations qui se sont successivement enchaînées. Entre le planisme des années [251] 1953-1957, les grands travaux pharaoniques du Grand Bond en avant ou le délire terroriste de la révolution culturelle et le compromis modernisateur de l'après-maoïsme, les différences paraissent énormes dès lors que l'on ne se préoccupe plus exclusivement des mécanismes du pouvoir, mais que l'on prend en compte l'histoire des hommes. Histoire de vie et de mort, tout d'abord : après les massacres initiaux, la machine à réprimer a fonctionné plus régulièrement avant de s'affoler à nouveau, dans des saccades au total moins meurtrières, et enfin de ralentir ses activités après le retour de Deng Xiaoping. Histoire de liberté et d'oppression donc : d'abord souvent vécu comme une libération, le communisme a progressivement réduit les espaces d'expression individuelle avant d'accepter leur élargissement à partir de 1978.

L'ampleur de ces variations est telle qu'il existe un consensus général sur leur périodisation. Officiels communistes, dissidents, Chinois d'outre-mer et spécialistes étrangers s'accordent en général pour distinguer trois grandes phases. La première, qui couvre les années

1949-1957, est celle de l'installation au pouvoir et surtout du premier plan quinquennal. La seconde, de 1958 à 1976, abrite les entreprises utopiques de Mao Tsé-Toung et leur échec. La troisième, ouverte par la mort du Grand Timonier, est caractérisée par la priorité enfin accordée au développement. Entre ces périodes, cependant, les différences sont telles que seuls les communistes et les dissidents considèrent que le régime n'a pas changé de nature : ils divergent simplement sur la qualification et l'explication de sa continuité. À l'inverse, la majorité des Chinois d'outre-mer et des spécialistes étrangers insistent sur l'évolution : les seconds, par un historicisme prudent qui conditionne selon eux la précision de la recherche ; les premiers, à cause de l'évolution effectivement très contrastée du traitement qui leur fut réservé, des « années d'or » initiales à la discrimination politique de la révolution culturelle et à la récente libéralisation.

Tant que nous ne disposerons pas d'enquêtes d'opinion conduites scientifiquement dans la population chinoise, la seule façon de concilier provisoirement l'apparente contradiction entre histoire structurelle et histoire humaine restera d'admettre qu'un même régime totalitaire a abrité des politiques différentes. En eux-mêmes, nous l'avons vu, les mécanismes du pouvoir totalitaire ont peu varié. Ce qui a changé sans cesse, c'est la direction et l'intensité de leur fonctionnement, c'est-à-dire l'ordre, les méthodes et donc l'effectivité de leur mise en œuvre. En un mot, il existe une histoire intérieure au cercle totalitaire. Cette histoire abrite d'énormes variations politiques et une permanence structurelle. Il n'est dès lors plus nécessaire de penser que le régime chinois se démocratise pour rendre compte de l'assouplissement temporaire de ses contrôles – ni d'estimer que « Deng Xiaoping nettoie la Chine »<sup>8</sup> quand une répression momentanée élimine cinq à dix mille « criminels »<sup>9</sup>.

Pour analyser cette histoire totalitaire, il faut d'abord prendre en compte les éléments qui la brouillent. Car la mémoire des réfugiés tend naturellement à [252] exagérer la différence entre les périodes. Les « années d'or » du début, par exemple, n'ont pas seulement abrité un

---

<sup>8</sup> *Esprit*, janvier 1984, titre de couverture.

<sup>9</sup> Chiffre cité par Amnesty International, *Chine : les prisonniers d'opinion et la peine de mort en République populaire de Chine*, EFAI, 1984, p. 74. Les sources diplomatiques fournissent des évaluations inférieures.

effort ordonné de socialisation et d'industrialisation – mais aussi, jusqu'en 1952, les éliminations massives de « contre-révolutionnaires » et, à partir de 1955, les premières offensives maoïstes : Roderick Mac Farquhar a justement signalé que le mouvement des coopératives de 1955-1956 préfigurait le Grand Bond en avant (Mac Farquhar, 1974, p. 26) ; de plus, le mouvement des Cent Fleurs de 1957 avait pour objectif, comme plus tard la révolution culturelle, la régénération du Parti communiste par une fraction du « peuple » qui lui était extérieure. À l'inverse, après l'échec du Grand Bond et de la révolution culturelle, Mao Tsé-Toung s'est trouvé contraint de composer avec des tendances politiques plus ou moins explicitement opposées à ses plans : de 1960 à 1965, avec les organisateurs liés à Liu Shaoqi, et de 1969 à 1976 avec les administrateurs rangés derrière son Premier Ministre Zhou Enlai. De même, l'évolution considérable de la politique chinoise depuis 1976 a abrité des résistances puis des contre-courants qui en compliquent la compréhension (Jacob, 1982). Au total, l'histoire politique chinoise ne se caractérise pas seulement par ses grandes fractures, mais aussi par d'incessantes oscillations. Ce sont ces oscillations qui illustrent le mieux l'instabilité surprenante de ce régime totalitaire.

Cependant, elles se distinguent fondamentalement des variations de grande ampleur. Le plus souvent, en effet, elles représentent seulement des corrections secondaires d'une politique d'ensemble, ou des essais avortés de la remettre en cause. Ainsi, le mouvement des coopératives de 1955-1956 ne contredit pas le planisme ; il l'adapte aux campagnes en même temps qu'il expérimente (par l'échec, d'ailleurs) des changements ultérieurs (Domenach, 1982, pp. 44-63). La libéralisation des années 1960-1962 évite la catastrophe alimentaire en assouplissant la politique rurale, non en supprimant les communes populaires ; et le mouvement d'éducation socialiste qui lui succède de 1962 à 1965 annonce et prépare de façon relativement discrète la révolution culturelle qui va suivre. Bref, l'histoire politique chinoise a bien été marquée par trois temps forts qui focalisent les nombreuses oscillations conjoncturelles : le I<sup>er</sup> Plan quinquennal, les mobilisations maoïstes du Grand Bond en avant et de la révolution culturelle, et finalement la politique récente de modernisation.

L'analyse du fonctionnement des mécanismes totalitaires dans chacune de ces périodes révèle de telles spécificités et de telles cohérences qu'il est tentant de parler de modèles politiques successifs.

Ces différents modèles ont tous été très influencés par les conditions historiques de leur apparition. Néanmoins, ce qui les distingue de la façon la plus claire et la plus fondamentale, c'est le statut différent que, dans chaque cas, le pouvoir totalitaire accorde au réel dans sa double version naturelle et humaine.

Si, par exemple, on insiste sur ses origines politiques, le modèle des années cinquante peut à bon droit être appelé « péri-soviétique » : il appliquait en effet les grands principes du modèle stalinien de l'époque aux traditions du communisme chinois et à la situation du pays. Cette définition n'est pas sans portée. Elle fait comprendre que le « bon élève » chinois ait alors noué, par l'intermédiaire du « grand frère » soviétique, deux liens avec le monde extérieur : un lien idéologico-politique [253] avec le camp soviétique, et un lien culturel avec l'humanisme occidental. Mais elle laisse dans l'ombre ce qui oriente et détermine le fonctionnement des mécanismes totalitaires : le projet de « construire » (mot typique de l'époque) le socialisme. Fort de sa victoire militaire et du consensus dont il bénéficie, le régime estime que ses projets répondent aux « aspirations spontanées des masses » : pour lui, la réalité humaine ne représente pas une différence, un obstacle à vaincre, c'est un vaste champ qui s'ouvre aux entreprises de socialisation. En revanche, la réalité objective est ressentie comme un obstacle majeur : il s'agit de la pauvreté, de l'arriération dont la Chine ne pourra sortir, suivant les conseils soviétiques, que par une industrialisation planifiée. Or – et là se trouve le nœud conceptuel sur lequel portent les premiers débats internes du PCC – la « construction économique » est un préalable à une transformation significative des « relations de production », c'est-à-dire surtout à la socialisation des campagnes. Le retard économique sert donc de limite pratique à la transformation du champ humain que rien, théoriquement, n'interdit.

Ainsi s'explique que, s'il se dote dès le début d'un monopole politique total, le Parti communiste s'emploie, par souci d'ordre et d'efficacité, à en modérer l'activité. À partir de 1952, la répression est progressivement ralentie et régularisée par des lois et des directives internes. Si elle s'intensifie en 1956, c'est sous le prétexte qu'il subsiste des « contre-révolutionnaires cachés » : le « peuple », lui, dispose encore de vastes espaces d'autonomie qui ne sont que peu à peu rognés. De plus, le Parti abandonne un certain rôle pratique à l'administration dont dépend directement la mise en œuvre de la construction

économique. L'université, l'armée, la justice même disposent d'un minimum d'autonomie technique. Le remodelage de l'espace et de la société est à la fois gradué et différentiel : plus accentué dans les villes que dans les campagnes, faible dans les zones rurales ou chez les minorités ethniques les plus éloignées.

À ce modèle planiste, il faut opposer presque terme à terme le modèle maoïste qui se cristallise à deux reprises : durant le Grand Bond en avant et la révolution culturelle. Par bien des côtés, il s'agit d'une réaction nationaliste et sino-centriste. L'idéologie officielle rompt progressivement les amarres avec l'exemple soviétique et donc avec l'humanisme occidental. Non que la prétention à l'orthodoxie soit abandonnée : ce sont au contraire les Russes qui trahissent, et Pékin devient le professeur de marxisme des peuples en lutte contre les « villes du monde »<sup>10</sup>. La situation historique du nouveau modèle rend compte de l'exaltation nationaliste qui entoure la mobilisation et justifie la violence répressive. Elle explique en partie le caractère désormais personnalisé et despotique de la politique chinoise : Mao Tsé-Toung s'est trouvé contraint à rechercher un pouvoir de plus en plus total par l'ampleur croissante de la contestation factionnelle dont il était l'objet.

Mais le ressort fondamental du modèle maoïste réside sans doute ailleurs : dans la découverte utopique par Mao Tsé-Toung que la création de la société communiste ne dépend pas d'un développement économique préalable, mais du vouloir des hommes, et qu'elle peut au contraire l'accélérer de façon décisive (Hu, 1975). [254] La transformation de la réalité humaine (la fondation des communes populaires) est la condition immédiatement efficace du « Grand Bond en avant dans la production » qui permettra de rattraper en quelques années la Grande-Bretagne puis les États-Unis. Non seulement, donc, l'ordre des priorités entre transformation économique et politique est inversé, mais l'optimisme politique conditionne l'optimisme économique : le projet totalitaire ne nie plus seulement l'altérité de la réalité humaine, il attribue à cette réalité un dynamisme qui permettra d'abolir définitivement la frontière du réel naturel.

Survient l'échec. Il est significatif que cet échec ne soit perçu par l'utopiste que lorsqu'il est devenu catastrophe, lorsque des millions de

---

<sup>10</sup> Lin Biao, Vive la victorieuse guerre du peuple, *Renmin Ribao (Quotidien du Peuple)*, 3 septembre 1965.

paysans meurent de faim, lorsque les villes elles-mêmes doivent être rationnées, trois ans après le lancement du Grand Bond. Il faut donc finalement faire retraite. Mais Mao Tsé-Toung ne conçoit cette retraite que comme un repli tactique. Il continue à considérer comme « juste » la « ligne générale ». Puisque la réalité objective n'a par définition pas posé d'obstacles dirimants, la faillite n'a pu venir que des hommes : non pas du « peuple », par définition bon, mais de ceux qui, s'en étant « éloignés », l'ont trahi. Après avoir attendu que ses ennemis sortent la Chine du chaos où, à son avis, leur corruption (et celle de leurs alliés soviétiques) l'avait plongée, Mao engagera les hostilités contre la trahison extérieure de l'URSS (à compter de 1963) puis (à partir de 1966) contre la trahison intérieure de l'appareil révisionniste soi-disant dirigé par Liu Shaoqi.

La révolution culturelle présente donc nécessairement deux aspects dont le contraste formel a dérouté les observateurs. Le premier est une suite de coups de force et de révolutions de palais par lesquels le « quartier général prolétarien » découvrait et isolait les différents membres de la « bande noire » qui agissaient jusqu'alors masqués. Le second est la mobilisation des « larges masses » qui seule pouvait purger la mauvaise influence des traîtres.

Dans les faits, on le sait aujourd'hui, l'histoire de la révolution culturelle ne fut pas seulement celle de l'élimination des dirigeants opposés à Mao, mais celle de la trahison concrète des « masses » auxquelles il avait fait appel : au bout de quelques mois, malgré la manipulation des services de sécurité, l'insurrection étudiante puis ouvrière avait plongé la Chine dans un désordre qui menaçait les fondements du régime. Après avoir à nouveau trop attendu, Mao dut interrompre l'élan utopique et composer avec une partie (plus restreinte cette fois) de l'opposition (les partisans de Zhou Enlai). Mais il ne perdit jamais complètement l'espoir de déclencher une « nouvelle révolution culturelle » et son règne s'acheva dans une ultime tentative de « protéger les résultats de la révolution culturelle » et de s'opposer au « renversement des verdicts » par Deng Xiaoping.

À travers la période agitée des années 1958-1976, les phases d'impulsion maoïste mettent en œuvre les mécanismes totalitaires d'une façon analogue. Ainsi, l'idéologie n'est plus qu'historiquement reliée au corpus marxiste-léniniste. La « pensée de Mao Tsé-Toung » en devient le noyau central – un noyau d'ailleurs éventuellement

réductible à un « petit livre rouge ». Elle se mute également en « pensée Mao Tsé-Toung » : c'est que Mao n'en est théoriquement que le seul interprète, non le seul auteur, car elle est la « cristallisation » de son inspiration et de la « philosophie » [255] ou de la « pratique des masses ». L'élan mobilisateur qu'elle engendre est l'effet d'un courant alternatif du Chef aux masses. Mais le Chef en est l'unique porte-parole et le seul symbole. Il devient donc ce « soleil rouge » que l'iconographie de la révolution culturelle (par exemple celle des timbres postaux) nous montre en train d'apparaître derrière la porte Tian An Men et de rayonner sur des masses en adoration. Au pouvoir total du Parti et d'une direction en principe collective succède celui d'un seul homme et de son « quartier général » – à la mobilisation planifiée, le déferlement quasi maritime des « vagues d'enthousiasme » qu'il déchaîne.

Dans les faits, bien entendu, seules la manipulation et la coercition assurent la mobilisation d'une population de plus en plus exténuée et désespérée. Au fil du temps, cependant, cette coercition tend à n'être plus seulement (et, durant la révolution culturelle, plus du tout) organisée par le PCG. Celui-ci est de plus en plus contrôlé et épuré par d'autres organes désormais directement subordonnés au réseau de pouvoir de Mao Tsé-Toung : l'armée et la sécurité. Plus généralement, l'ambition utopique du Chef rayonne de plus en plus directement sur l'ensemble du peuple : il faut donc que les médiations plus ou moins autonomes qui préexistaient s'effacent. Médiation militaire : l'armée ne sert plus d'abord à faire la guerre <sup>11</sup>, mais à « soutenir la gauche ». Médiation policière : la police ne sert plus à préserver l'ordre public, mais à détruire l'ordre révisionniste, et donc à combattre les véritables crimes, qui sont de nature idéologique. Médiation culturelle : la révolution n'est culturelle qu'au sens où elle détruit l'autonomie du champ culturel et réduit la culture à un hymne unique consacré à la gloire de la Vérité. Médiation administrative : l'appareil d'État est réduit au sommet et placé, à la base, sous l'autorité immédiate des comités du Parti, des « départements politiques » de l'armée ou même, à l'issue de la révolution culturelle, de structures politiques unifiées, les fameux « comités révolutionnaires ». Médiation juridique, enfin : à la

---

<sup>11</sup> C'est d'ailleurs la décision, en 1965, de modérer l'engagement chinois au Vietnam qui rend possible le déclenchement de la révolution culturelle (Joyaux, 1983, p. 72).

place du droit, l'idéologie tend à devenir le régulateur de la vie sociale, et l'appareil judiciaire est placé sous tutelle politique (Padoul, 1976). Bref, les mécanismes du pouvoir totalitaire cessent de fonctionner de façon relativement autonome, ou en tout cas spécifiée et ordonnée, pour devenir des instruments de plus en plus directs d'une volonté unique et intense de transformation utopique.

En s'efforçant ainsi de réunir tous les mécanismes du pouvoir sous sa direction personnelle, Mao Tsé-Toung prenait inévitablement le risque que son échec ou sa mort menacent ensuite leur survie. Il se plaçait ainsi à la fois dans la nécessité et dans l'impossibilité de se trouver un successeur capable de recueillir un aussi lourd héritage. Aussi, en 1976, l'échec et la mort du Chef ainsi que l'indétermination de sa succession plongèrent le régime communiste chinois dans la plus grave crise de son histoire.

Qu'à la suite d'un retour au pouvoir difficile Deng Xiaoping soit parvenu, à partir de 1978, à modifier radicalement l'orientation et le fonctionnement du régime chinois sans en compromettre immédiatement les bases doit donc être considéré comme un remarquable succès. Car le nouveau modèle qu'il a mis en [256] place ne se contente pas de rétablir le fonctionnement institutionnel expérimenté dans les années cinquante. Il innove aussi de façon remarquable.

Pour consolider un régime affaibli par les échecs, Deng devait tout d'abord réunifier le Parti. À cet effet, la seule méthode réaliste consistait à éliminer (si possible en les opposant les unes aux autres) deux alternatives également inadmissibles pour un appareil communiste qu'avaient exaspéré les purges maoïstes – celle du maoïsme sans Mao et celle de la réforme démocratique – et à revenir aux méthodes et au dispositif institutionnel qui avaient montré leur efficacité dans les années cinquante. La légitimité de l'idéologie directrice est à nouveau principalement fondée sur son appartenance à l'orthodoxie marxiste-léniniste (cela, même si les désaccords diplomatiques interdisent désormais d'insister trop publiquement sur la paternité de la révolution soviétique). De l'idéologie, le Parti redevient à la fois l'interprète et l'exécuteur collectifs : les excès personnels de Mao sont dénoncés et Deng Xiaoping, malgré son évidente prééminence, veille à n'apparaître que comme une sorte de conseiller du régime. Le PCC organise donc de façon à la fois articulée et spécifiée

ses monopoles de la coercition, de la communication et de l'organisation économique. Surtout, comme dans les années cinquante, le pouvoir reconnaît à nouveau l'altérité de la réalité objective et la nécessité, pour la modifier, de mettre en œuvre les méthodes de la raison. Dès lors, il lui faut rendre leur rôle aux médiations universitaires, administratives, militaires et même judiciaires. Si l'on tient compte de la quasi-disparition politique de la faction maoïste, on comprend que le modèle totalitaire des années cinquante n'ait jamais mieux fonctionné, formellement, qu'au début des années quatre-vingt.

Peut-être certains collègues de Deng Xiaoping, formés aux plus hautes responsabilités dans les années cinquante, ont-ils souhaité s'en tenir à ce retour en arrière simple et rassurant. Deng Xiaoping, lui, semble n'avoir jamais nourri d'illusions à ce propos. Dès avant la mort de Mao, il avait pris parti pour une politique de redressement économique, et s'était montré conscient du fait que les erreurs économiques, les désordres politiques et la croissance démographique de la Chine avaient dramatiquement accru son retard sur ses grands et même sur ses petits voisins <sup>12</sup>. Pour sauver le régime et renforcer le pays, il ne suffisait donc plus de revenir à l'articulation classique entre « construction économique » et « construction du socialisme ». Il fallait accorder la priorité à la première : ce devint la politique dite des « quatre modernisations » <sup>13</sup>. Cette priorité entraînait une série de mesures neuves : Deng Xiaoping décida d'accorder la priorité au développement civil, de s'attaquer aux goulets d'étranglement du sous-développement, d'ouvrir le pays au commerce avec l'étranger, de développer une couche sociale de techniciens et de gestionnaires – enfin et surtout, de passer avec la société un compromis suffisamment crédible pour que celle-ci se remît réellement au travail. Avec cette dernière décision, l'altérité de la réalité humaine sous le socialisme se trouvait concrètement reconnue. Cette reconnaissance et le compromis qu'elle engendrait devenaient même des [257] préalables à toute avancée dans l'ordre par ailleurs le plus important de la réalité économique : c'était l'inversion totale du dispositif totalitaire maoïste.

---

<sup>12</sup> Comme le montrent les interventions qu'il avait prononcées dès 1975 et qui sont en bonne partie reproduites dans ses *Œuvres choisies* publiées en 1983 par les Presses populaires de Chine.

<sup>13</sup> Soit les modernisations de l'industrie, de l'agriculture, des sciences et techniques, de la défense.

Si donc on assistait, dans le domaine institutionnel, à une évolution de type « néo-classique », l'élément le plus dynamique de cette évolution était le compromis modernisateur. Par son ampleur, par ses effets présents et prévisibles, ce compromis marque un développement énigmatique de l'histoire totalitaire chinoise.

## ***6. Vers un régime totalitaire post-révolutionnaire ?***

[Retour au sommaire](#)

Commençons par un rappel et une réserve nécessaires. Un rappel : comme les précédents, ce développement historique prend place à l'intérieur du cercle totalitaire. L'actualité chinoise illustre souvent ce fait, non seulement par les mises en garde ronflantes des dirigeants, mais également par des répressions récurrentes dont l'avatar le plus récent a été la campagne contre la criminalité (Karlswyck, 1984). De ce rappel découle une réserve fondamentale : le projet modernisateur possède pour limite le maintien en place du pouvoir totalitaire. Cela signifie que les compromis techniques et sociaux sont exécutés (sauf pour une large part à la campagne) par le PCC et ses instruments. De là des contradictions permanentes entre la spécificité des tâches et l'incompétence ou le mauvais vouloir plus ou moins affirmés de la bureaucratie qui les exécute. Dès que ces compromis paraissent menacer les fondements totalitaires du pouvoir, ils sont écornés ou annulés. L'ouverture commerciale risquait de placer le gouvernement sous la dépendance financière de l'étranger : elle fut limitée en 1979 par ce que l'on a appelé le « rééquilibrage » de l'économie chinoise. Le réformisme industriel des années 1979 et 1980 risquait de compromettre le contrôle du pouvoir sur un domaine essentiel : il fut progressivement raboté (Aubert et Chevrier, 1982-1983). Enfin, l'ouverture sur l'étranger menace en permanence de s'étendre à l'idéologie : on a allumé en 1983 le contre-feu de la campagne contre « la pollution spirituelle ». Contraint à des innovations qu'aucune école réformiste n'avait préparées, le pouvoir découvre les contradictions à mesure qu'elles apparaissent ou sont révélées par le jeu des factions : de là une action en ligne brisée, un cabotage à vue qui font le quotidien de la politique chinoise mais nuisent à sa crédibilité comme à son efficacité (Padoul, 1981 (2)).

Cette réserve posée, il faut bien reconnaître que le compromis passé par le pouvoir introduit un changement spectaculaire par rapport au passé. Au milieu des années cinquante, on l'a vu, la réalité sociale était considérée comme malléable ; sa transformation était simplement retardée par la nécessité d'une industrialisation préalable. Cette fois-ci, en revanche, le social est reconnu comme une différence qu'il faut limiter, certes, mais surtout apprivoiser par des concessions. Ces concessions, ce sont d'abord des satisfactions matérielles que les Chinois attendaient depuis longtemps : augmentations de salaires, hausses des prix agricoles, construction de logements, relance des industries de biens de consommation, amélioration des équipements sociaux et des réseaux de distribution... La vie matérielle reste difficile dans la Chine d'aujourd'hui ; l'objectif d'un revenu annuel par habitant de [258] 800 dollars ne sera sans doute pas atteint en l'an 2000 ; mais enfin, on vit moins difficilement qu'auparavant, et avec l'espoir de nouvelles améliorations.

De plus, pour rétablir la confiance, le régime a dû détendre ses contrôles de façon significative et durable. Il a promis qu'il n'y aurait plus de révolution culturelle, il a réduit les campagnes politiques à des mouvements rituels consacrés à promouvoir la politesse, le respect de l'armée et le contrôle des naissances. Enfin, il a relâché le contrôle des organisations politiques sur la vie familiale et individuelle : à condition de ne s'engager ni dans la dissidence politique, ni dans le crime, le citoyen chinois vit aujourd'hui en liberté surveillée (Holzman, 1981).

C'est dans les campagnes – là où les échecs économiques avaient été les plus lourds de conséquences – que le compromis est allé le plus loin. À ses concessions matérielles et politiques, le pouvoir y a ajouté une autre concession de poids, la décollectivisation (Aubert, 1981 ; Aubert, 1982 ; Dumont, 1984). À l'issue d'évolutions variées et par des systèmes différents, dès la fin de 1982, plus de 80 % des foyers ruraux se trouvaient transformés en fermiers de l'État. Ils demeurent certes astreints à livrer, au prix officiel, la majeure partie de leur récolte. Les organismes publics conservent également le monopole de la fourniture des machines et des engrais, ainsi que l'organisation de certaines disciplines collectives. Enfin, la paysannerie reste réglementairement fixée à ses villages, ce qui limite la diffusion du capitalisme rural. Dans l'ensemble cependant, la décollectivisation constitue pour les paysans une libération économique et politique. Les foyers touchent

directement le revenu de leur production et sont à peu près libres de leurs dépenses : ce sont désormais des agents économiques autonomes. La reconversion progressive des communes populaires en organismes administratifs prive également les cadres communistes d'une bonne partie de leur pouvoir.

Les résultats de ce compromis rural apparaissent aujourd'hui spectaculaires. La production a remarquablement progressé, et cela non seulement dans le domaine céréalier, mais aussi et surtout dans les cultures industrielles. Les campagnes chinoises, enfin sorties de leur torpeur, connaissent un véritable boom économique dont témoignent l'activité des marchés ruraux et la vague de construction de maisons individuelles. Malgré de graves déséquilibres, l'économie urbaine progresse de façon dans l'ensemble plus saine que par le passé (Chevrier, 1983). Si l'on ajoute à ces résultats économiques l'apaisement du climat social et l'effondrement de la dissidence, on prend la mesure de l'efficacité du compromis passé par le pouvoir communiste avec sa propre population.

Efficace dans le court terme, ce compromis n'en possède pas moins, pour l'avenir, un prix élevé car il renforce deux évolutions déjà largement engagées : la dégradation de l'encadrement et la poussée de la société civile. La dégradation de l'encadrement politique, qui figure parmi les phénomènes les plus spectaculaires de l'évolution récente, est d'abord une conséquence des échecs et des purges maoïstes. Elle est à la fois idéologique et morale. Tout d'abord, le désastre provoqué par les tentatives de totalisation du réel a réduit le champ des certitudes idéologiques. L'idéologie reste au pouvoir, mais elle limite désormais ses oukases aux seuls domaines directement nécessaires. Dans les faits, la culture, la morale personnelle, le droit, l'économie et la politique étrangère sont le champ clos d'un affrontement [259] continu entre les nécessités de la préservation du régime (et donc le rappel de l'orthodoxie abstraite des années cinquante, souvent mélangée à quelques débris maoïstes) et les implications du compromis économique (et donc l'acceptation de solutions pragmatiques). L'issue de cet affrontement varie sans cesse suivant le lieu, le moment, la nature ou l'ampleur de chaque problème concret, et notamment sa plus ou moins grande sensibilité politique : la culture et la morale seront plus souvent abordées de façon idéologique qu'une économie ou, plus

encore, une politique étrangère largement conditionnées par des facteurs exogènes.

Ce recul de l'idéologie officielle permet ainsi la prolifération, aux marges des appareils totalitaires (parfois même dans leurs échelons inférieurs ou dans leur périphérie), d'une nébuleuse d'intellectuels, de cadres techniques, de gestionnaires, de commerçants et de diplomates plus acquis au gouvernement qu'au Parti, à l'ordre social (ou national) qu'au gouvernement et souvent plus intéressés par leurs tâches professionnelles que par « les grandes affaires du pays ». Ainsi se constitue progressivement la base intellectuelle et sociale du réformisme et de la dépolitisation.

Plus grave, dans l'immédiat, plus scandaleuse en tout cas aux yeux d'une population demeurée souvent obscurément confucéenne, est l'évolution morale de l'encadrement. De la période maoïste, beaucoup de cadres moyens et inférieurs ont conservé une prétention politique implicite à l'incompétence. Du nouveau cours, ils ont retenu l'importance de l'argent et les possibilités nouvelles de s'en procurer : la corruption, que les perpétuelles « rectifications » maoïstes avaient limitée, n'a cessé de se développer à partir de la fin des années soixante-dix. Les mêmes gardiens sourcilleux de l'orthodoxie sont ceux qui, le soir venu, négocient un coup de tampon contre des cadeaux (Zafanolli, 1982-1983).

Comme en URSS, la corruption s'étend aujourd'hui à la couche dirigeante. Celle-ci fournit les clients du *Maxim's* de Pékin et du trafic de cassettes pornographiques en provenance de Hong Kong. Dans le même temps où le Comité central peste contre la « pollution spirituelle » de l'Occident, la moitié de ses membres possèdent un parent dans une université occidentale. Comme en URSS également, cette décomposition morale est limitée par l'action épisodique de la police et voilée par la propagande. Mais elle est aggravée par deux phénomènes spécifiques : une ouverture politique plus marquée sur l'Occident, et surtout l'existence de liens multiples avec la Chine d'outremer, de Hong Kong à San Francisco.

À la dégradation de l'encadrement s'ajoute une autre évolution plus originale. On est tenté de la désigner comme la constitution d'une société civile, à condition d'apporter immédiatement deux correctifs. Le premier concerne la difficulté des comparaisons avec les situations

est-européennes, et notamment polonaise. La société chinoise n'est pas mobilisée par un projet unificateur national ou religieux. Au contraire, son nationalisme diffus sert généralement le pouvoir : la Chine n'est pas un pays occupé, mais un pays qui, à défaut de s'être développé autant que promis, a recouvré toute son indépendance grâce au régime communiste. De plus, la société chinoise est tiraillée par des tendances diverses, les unes polarisées par la tradition, les autres par le désir d'occidentalisation. Le plus souvent, elle corrode le pouvoir plus qu'elle ne l'affronte.

Le deuxième correctif est que ce phénomène n'est pas complètement nouveau. [260] Les réactions sociales ont été un facteur permanent de l'histoire politique chinoise depuis 1949. Les oscillations qui caractérisent celle-ci ne sont qu'en superficie le produit de luttes factionnelles, car elles ont toujours été suscitées et modifiées à la fois par les échecs de la politique officielle, c'est-à-dire en large partie par les réactions populaires. Ces réactions étaient en général d'autant plus négatives que l'intensité de la mobilisation se montrait plus forte. La population courbait le plus souvent l'échiné durant chaque phase de mobilisation – mais avec suffisamment de passivité pour que celle-ci n'atteigne pas tous ses objectifs, et en signant cette passivité par des actes d'indiscipline.

Dans la période de « consolidation », c'est-à-dire de libéralisation que l'échec partiel de la mobilisation rendait ensuite nécessaire, la population surinterprétait à tel point les mesures d'assouplissement prises par le pouvoir que celui-ci se trouvait bientôt contraint de relancer la « lutte des classes ». Même dans ce dernier cas, cependant, les réactions populaires restaient en général limitées en intensité, désordonnées et confinées au domaine de l'organisation économique, sans s'étendre au champ politique. Elles ne parvenaient d'ailleurs pas à rétablir complètement la situation antérieure : par exemple, elles sont successivement parvenues à déconcentrer, non à dissoudre, les coopératives et les communes populaires.

Il est trop tôt, dans l'état actuel de la recherche, pour pousser plus loin l'analyse de ces réactions populaires d'avant la révolution culturelle. Ce qui est en revanche certain, c'est qu'à partir d'une date vraisemblablement située au début des années soixante-dix les réactions populaires ont commencé à se modifier, et que ce changement s'est accéléré après la mort de Mao Tsé-Toung, au point que la société

chinoise semble s'être mise en mouvement. Il paraît possible de caractériser provisoirement cette poussée sociale comme la constitution d'une société civile, et cela pour trois raisons. Tout d'abord, la société, rurale au moins, possède aujourd'hui les moyens de son autonomie financière par rapport au pouvoir. Ainsi, à la propagande pour le contrôle des naissances, nombre de familles paysannes répondent aujourd'hui qu'aucune amende ne les dissuadera d'avoir les enfants qu'elles ont désormais les moyens de nourrir. En second lieu, la société (et, là encore, surtout la société rurale) ne se contente plus de réagir de façon défensive et sectorielle aux impulsions politiques du pouvoir. Elle réaffirme globalement sa différence en se réappropriant ses mœurs et ses croyances. Il est intéressant, par exemple, de remarquer à quel point le retour du mariage et des rites funéraires à une définition largement inspirée de la tradition contredit trois décennies de propagande communiste (Bergère, 1984). Mais la renaissance de tous les cultes religieux sans exception, la vogue de l'Occident (pour ne prendre qu'un exemple, le plastique et le contre-plaqué se répandent dans les zones rurales), le renforcement de la cellule familiale contre l'État et de l'individu dans la cellule familiale : toutes ces évolutions, certes difficiles à quantifier, sont autant de contradictions plus ou moins flagrantes de la politique officielle la plus constante. On pourrait dire que la société chinoise a répondu à plusieurs décennies d'efforts de totalisation par le haut en pratiquant une sorte de « détotalisation par le bas ».

Enfin, cette poussée sociale n'ignore plus complètement le champ du politique. Sans doute les protestations de certaines catégories sociales particulières se sont-elles [261] révélées temporaires et aisément contrôlables ou manipulables par le pouvoir. Mais il est significatif que, dans les années soixante-dix, le mécontentement des jeunes, des soldats démobilisés ou de certaines fractions de la classe ouvrière ait fréquemment dégénéré en manifestations politiques, ce qui était rarissime avant la révolution culturelle. De plus, l'opinion publique urbaine semble avoir massivement et spontanément contribué à la victoire politique de Deng Xiaoping sur la tendance maoïste de 1976 à 1978. Depuis que les disputes factionnelles se sont apaisées, elle n'influe plus aussi directement sur la scène politique, mais on a l'impression et parfois la certitude qu'elle fait pression sur l'adoption ou l'application de certaines mesures. La décollectivisation, par

exemple, n'aurait jamais été aussi rapide et aussi radicale si la société rurale n'avait opéré une pression décisive sur une politique au départ expérimentale et bornée à certaines provinces pilotes (Dumont, 1984).

L'affaiblissement de l'encadrement politique et la poussée de la société civile donnent ainsi au compromis édicté par le pouvoir un contenu infiniment moins inégal et plus dynamique que celui-ci ne l'avait probablement prévu. Nul doute, encore une fois, que ce compromis se déroule encore à l'intérieur du cercle totalitaire, et que le pouvoir conserve les moyens idéologiques et policiers d'annuler à tout moment ses engagements. Nul doute, également, que ses concessions les plus importantes aillent à une couche sociale – la paysannerie – idéologiquement aveugle et politiquement démunie. Nul doute, enfin, que le succès de la politique économique qui motive ce compromis ne contribue aussi à la dissipation de certaines coutumes traditionnelles. Aussi longtemps, cependant, que le pouvoir s'estimera lié par ses engagements, il devra subir la pression croissante d'une société qui identifie de plus en plus clairement son identité, ou plutôt ses identités. Il devra subir l'érosion d'influences sociales de plus en plus vivaces. Surtout, peut-être, chaque année qui passe tend à consolider le compromis et à éroder la capacité que le pouvoir pourrait encore posséder de vouloir le remettre en cause. Par bien des côtés, le rapport entre le pouvoir et la société présente les apparences d'un affrontement en corps à corps. Mais ce rapport pourrait tout aussi bien s'amollir, durer et prendre l'apparence de la nature des choses, le pouvoir se socialisant progressivement...

Qu'il ne soit plus complètement absurde d'énoncer une telle hypothèse signale l'ampleur de l'évolution subie par le régime chinois et confirme que l'histoire totalitaire ne se réduit pas ou pas toujours à des oscillations pendulaires à l'intérieur d'un même cadre. Ce cadre, certes, subsiste, mais il peut se déplacer et, suivant les cas, se réduire, s'amollir ou s'élargir. Aujourd'hui, il s'est déplacé dans une histoire qui n'est plus seulement celle de la passion, mais de la raison. De plus, il s'est réduit à un nombre plus restreint (mais toujours exorbitant pour une pensée démocratique) de capacités de croyance et de violence. Il s'est également amolli par endroits puisque certains monopoles secondaires (par exemple ceux de la communication ou de l'organisation économique) se sont diversement assouplis. Enfin, en un autre sens, il s'est élargi pour abriter un compromis dynamique entre le

pouvoir et la société. Bref, on en vient à se demander si, pour reprendre une expression de Richard Löwenthal, le totalitarisme chinois n'est pas entré, après le soviétique, dans une phase « post-révolutionnaire » (Löwenthal, 1983).

Pour répondre précisément à cette question, une analyse fouillée de l'évolution [262] des mécanismes totalitaires serait nécessaire. On se contentera ici de mettre en parallèle deux évolutions qui, malheureusement, n'ont pas fait l'objet d'études précises : l'évolution de la répression et celle du langage. Initialement limitée – mais avec quelle violence – à la destruction des « ennemis du peuple », la répression avait fini par s'étendre, sous Mao Tsé-Toung, au Parti lui-même et à tous ceux qui, dans le « peuple », avaient été gagnés par les influences révisionnistes : non seulement ses critères politiques étaient devenus de plus en plus radicaux mais son champ d'effectivité s'était élargi au monde du pouvoir. Cependant, on a bien l'impression – cette impression mériterait évidemment d'être vérifiée par des recherches empiriques – que la violence de la répression a commencé à s'éroder sous Mao Tsé-Toung, peut-être même dès le début des années soixante. Après la grande famine consécutive à l'échec du Grand Bond, la situation alimentaire des camps tend à s'améliorer et les méthodes de lavage du cerveau perdent de leur puissance. Pendant la révolution culturelle, la terreur s'étend – cent millions de personnes seront affectées d'une façon ou d'une autre – mais il faut bien admettre qu'elle devient moins sanguinaire : le nombre des morts ne paraît pas avoir dépassé un à deux millions, chiffre inférieur à celui des victimes des premières grandes épurations (Roux, 1980, p. 340). Surtout, depuis l'élimination de la « Bande des Quatre », la répression s'est dépolitisée et dans l'ensemble modérée. Il est significatif que l'on s'efforce aujourd'hui de condamner les anciens dirigeants gauchistes pour des motifs criminels. Même le récent mouvement contre la criminalité, malgré son mépris de certaines procédures juridiques, corrobore cette évolution : le chiffre des exécutions n'a pour l'instant pas dépassé 10 000 et l'insistance sur la criminalité proprement dite confirme la dépolitisation tendancielle de la répression. Les informations trop rares dont nous disposons donnent à penser que les réhabilitations des années 1978-1980, la concentration de la violence sur la criminalité de droit commun et un plus grand respect des procédures ont diminué le nombre des prisonniers. De plus, le transfert de la « réforme par le travail » de

l'autorité de la sécurité publique à celle du ministère de la Justice symbolise l'érosion de la terreur dans les camps de travail. Ceux-ci n'en subsistent pas moins comme un archipel isolé, où des millions d'êtres humains survivent dans une situation de non-droit plus ou moins affirmé : là se trouve la continuité fondamentale avec le passé, l'ombre portée du cercle totalitaire.

L'évolution du langage révèle des changements plus accentués et en tout cas mieux connus. La « langue de bois » s'est en effet mélangée et rétrécie. Non seulement elle réincorpore aujourd'hui de nombreux vocables issus du marxisme-léninisme ou même de la culture occidentale, mais elle ne prétend plus recouvrir l'ensemble de la réalité : elle doit laisser place à une multitude de termes scientifiques, techniques ou économiques. De plus, l'assouplissement de la domination politique a engendré une modification de la langue interpersonnelle. Celle-ci s'est progressivement libérée des dénominations officielles et des formules toutes faites pour laisser place aux argots, aux expressions familières et aux formules de politesse : on dit de moins en moins « camarade » et de plus en plus « monsieur » ou même « maître ». Enfin, les progrès de la simplification de la graphie paraissent compensés par l'essoufflement des efforts de phonétisation et par la résistance des dialectes provinciaux contre les progrès de la langue pékinoise. Toutes ces [263] évolutions révèlent et accélèrent à la fois l'érosion de la capacité totalitaire du régime.

Comment, dès lors, définir cette érosion ? Comment interpréter la direction qu'elle indique ? Une solution logique consisterait à mettre cette évolution en parallèle avec celle qui est survenue en Union soviétique après la mort de Staline : c'est, par exemple, la position de Richard Löwenthal (Löwenthal, 1983). Car on ne peut pas nier les analogies formelles qui rapprochent la montée de l'effort totalitaire sous Staline et sous Mao et sa dégradation après la mort des deux chefs. Il existe apparemment un rapport entre le degré d'utopisme, l'intensité de l'effort totalitaire et le degré de personnalisation du pouvoir. Par ailleurs, il y a de sérieuses raisons de comparer Deng Xiaoping à Khrouchtchev : leur réformisme initial a été tempéré (plus en URSS qu'en Chine, il est vrai) par les résistances de l'appareil. Il est probable qu'une bonne partie de l'encadrement chinois, crispée sur ses souvenirs et sur ses certitudes, cherche à opérer en Chine la même « pétrification » politique que Brejnev paraît avoir réussie en URSS. Les

progrès économiques obtenus récemment, la maîtrise diplomatique généralement affichée par le régime, la stabilisation progressive de son fonctionnement institutionnel et l'intégration progressive de technocrates dans son appareil dirigeant plaident en faveur de cette hypothèse.

D'énormes obstacles gênent cependant une telle évolution. Ils ne sont que secondairement de nature extérieure. Il est peu douteux, néanmoins, que la pression soviétique au nord, l'indépendantisme vietnamien ; au sud, et, plus encore peut-être, l'éclatante réussite économique du Japon ainsi que des « capitalismes confucéens » de Corée du Sud, de Taïwan, de Singapour, de Hong Kong même, constituent autant de défis urgents pour un régime qui a vieilli sans réaliser ses promesses de réunification politique et de développement économique. Pour répondre à ces défis, Pékin conduit une stratégie extérieure originale au moins aussi influencée par les nécessités de la modernisation (normalisation avec Moscou, amitié américaine, ouverture sur la Chine d'outre-mer et sur l'Occident) que par l'idéologie (Bergère, 1982 ; Joyaux, 1983).

Les véritables obstacles à une pétrification politique découlent en fait de l'histoire et de la situation économique de la Chine. La culture politique est le premier et le plus obscur de ces obstacles. Si l'on excepte des intuitions pénétrantes (Balazs, 1967), le rôle des facteurs culturels dans l'histoire communiste en Chine n'a pas encore été étudié de façon suffisamment systématique, et il paraît très ambivalent. D'un côté, le communisme chinois s'est successivement moulé dans le courant anarchiste puis dans l'orthodoxie confucéenne de la culture politique chinoise. Est-il pour autant parvenu à l'occuper et à la transformer aussi complètement qu'il l'a voulu ? Certainement pas. Le factionnalisme à ciel ouvert de l'histoire politique chinoise s'explique en partie par des réflexes traditionnels (Pye, 1981). Et la poussée de la société civile montre que les traditions survivent dans une large mesure comme facteur d'altérité sociale.

Les particularités de l'histoire révolutionnaire chinoise constituent également un obstacle important à cette pétrification. Le nationalisme foncier des dirigeants n'explique pas seulement les originalités de leur politique extérieure, mais aussi leur [264] capacité (tardive, certes) à passer un compromis modernisateur destiné à corriger un déclin de puissance. En second lieu, le caractère largement militaire de l'histoire

du PCC rend compte du rôle particulier de l'armée dans la vie politique et sociale chinoise (rôle par exemple bien plus important que celui des dirigeants de la Sécurité<sup>14</sup>) sous Mao Tsé-Toung, et en partie également de leur méfiance devant l'évolution récente du régime. Enfin, s'il est vrai que le caractère paysan du communisme chinois, souvent célébré par l'historiographie maophile, a été largement surestimé (Bianco, 1976), si ses effets sur la politique économique chinoise ont été longtemps limités (Aubert, 1983), il n'en contribue pas moins à expliquer un phénomène essentiel pour le présent et pour l'avenir du régime chinois : les répressions successives ont été au total moins meurtrières à la campagne qu'à la ville, elles n'ont pas énucléé culturellement ou humainement les zones rurales – c'est ce qui a rendu possible la récente poussée de la société villageoise.

Mais le caractère massivement rural de la société chinoise introduit à un dernier et peut-être décisif obstacle à la pétrification du régime politique. Un historien comme Lucien Bianco a très tôt signalé ce qui fait la plus grande différence entre les communismes chinois et soviétiques : la Chine de 1949 était infiniment plus « mal partie » que la Russie de 1917 (Bianco, 1970). Le nouveau régime chinois est né et a vécu sous l'égide de l'urgence alimentaire. Cette urgence contribue certainement à expliquer l'impétuosité économique de Mao Tsé-Toung : en tout état de cause, il fallait faire vite. Elle rend également compte de l'extrême sensibilité de l'économie chinoise aux erreurs politiques.

Le poids de l'agriculture sur l'économie et celui de la population rurale sur l'agriculture sont les principaux facteurs du sous-développement récurrent du pays. C'est ce sous-développement, contemporain d'incontestables progrès dans les pays voisins, qui fonde, comme Richard Löwenthal le reconnaît lui-même (Löwenthal, 1983, p. 201), la plus importante différence entre les situations chinoise et soviétique. Il constitue vraisemblablement la raison la plus profonde

---

<sup>14</sup> Ceci est une particularité intéressante du régime communiste chinois : si certains hauts dirigeants (par exemple Kang Sheng) ont fondé leur pouvoir sur leur influence dans les rangs de la sécurité, celle-ci n'a jamais eu à sa tête de grandes personnalités politiques, au moins jusqu'à l'exceptionnelle ascension de Hua Guofeng. Luo Ruiqing, ministre de la Sécurité, critiqué en 1957 comme le « Béria chinois », était seulement membre du Comité central du PCC.

des oscillations de grande ampleur subies par l'histoire totalitaire de la Chine, et du compromis social que le régime a dû passer récemment II est également le véritable et unique bail de durée dont la société chinoise dispose aujourd'hui. Mais il peut tout aussi bien devenir à nouveau source d'instabilité dès lors qu'à la suite de quelque maladresse politique, de catastrophes climatiques ou internationales, la politique économique du régime viendrait à échouer.

Nous voici donc contraint à une conclusion nuancée. Le qualificatif de postrévolutionnaire convient présentement au régime chinois dans la mesure où sa volonté et sa capacité de transformation ont été sérieusement érodées. Ce régime conserve certes ses fondements totalitaires. Mais son histoire est devenue de plus en plus aléatoire, car elle dépend de façon croissante de conditions dont le pouvoir communiste n'est pas complètement maître. Le cas chinois n'appelle pas seulement [265] à évaluer avec scepticisme la prétention des régimes totalitaires à échapper à l'histoire. Son histoire, le totalitarisme chinois l'a autant subie qu'il l'a voulue, et il l'a même de plus en plus subie à mesure que les années passaient : elle met donc en question une deuxième prétention fondamentalement totalitaire à transformer sans retour l'homme et la nature.

Cette résistance justifie finalement en bonne partie l'orientation des études chinoises que nous décrivions pour commencer. Par manque de lucidité, mais aussi d'informations, celles-ci ont sans doute eu tort de ne pas prendre suffisamment en compte ce facteur nouveau de l'histoire chinoise qu'est le caractère totalitaire de son régime communiste. La concentration de la recherche sur des domaines classiques (évolution des programmes et du personnel politiques, diplomatie, politique économique et plus récemment sociologie) relève cependant d'une intuition peut-être plus juste dans le cas chinois que dans d'autres : à savoir que, sous le totalitarisme, l'histoire poursuit son travail.

## **BIBLIOGRAPHIE**

[Retour au sommaire](#)

Amnesty International, 1978, *L'emprisonnement politique en République populaire de Chine*, Paris, Publications d'Amnesty international, 215 p.

Aubert (Claude), 1981, Agriculture : la voix chinoise reste à trouver, *Tiers Monde*, avril-juin 1981, pp. 285-316.

Aubert (Claude), 1982, Chine rurale : la révolution silencieuse, *Projet*, septembre-octobre 1982, pp. 955-971.

Aubert (Claude), 1983, L'économie chinoise et le modèle soviétique, *Politique étrangère*, 1983, n° 1, pp. 51-62.

Aubert (Claude), Chevrier (Yves), 1982-1983, Réformer ou ne pas réformer ? Le dilemme de l'expérience chinoise (1979-1981), *Revue française de Gestion*, hiver 1982-1983, pp. 9-46.

Balázs (Étienne), 1967, *La bureaucratie céleste*, Paris, Gallimard, 310 p.

Barnett (Doak), 1967, *Cadres, Bureaucracy and Political Power in Communist China*, New York and London, Columbia University Press, 563 p.

Beja (Jean-Philippe), Zafanulli (Wojtek), 1981, *La face cachée de la Chine*, Paris, Pierre-Émile, 293 p.

Bergère (Marie-Claire), 1982, Chine : une diplomatie de l'ambiguïté. Le poids des facteurs économiques, *Politique étrangère*, 1982, n° 4, pp. 903-914.

Bergère (Marie-Claire), 1984, Le retour du vieil homme, *XX<sup>e</sup> siècle*, janvier 1984, pp. 160-175.

Bernstein (Richard), 1982, *From the Center of the Earth*, Boston, Toronto, Little Brown, 260 p.

Berstein (Thomas), 1970, Keeping the Revolution going : problems of Village leadership after the land reform, in John Lewis Ed., *Party Leadership and Revolutionary Power in China*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 239-267.

Bianco (Louis), 1967, *Les origines de la révolution chinoise*, Paris, Gallimard, 384 p.

Bianco (Lucien), 1970, La page blanche, *Politique aujourd'hui*, mai 1970, pp. 97-112, et juin 1970, pp. 100-112.

Bianco (Lucien), 1976, Les paysans dans la révolution, in Aubert (Claude), Bianco (Lucien), Cadart (Claude), Domenach (Jean-Luc), *Regards froids sur la Chine*, Paris, Seuil, 1976, pp. 283-308.

Bonnin (Michel), 1980, Le « China Watching », à Hong Kong, *Le Débat*, juillet-août 1980, pp. 102-110.

Butterfield (Fox), 1982, *Alive in a Bitter Sea*, New York, Times Books, 468 p.  
[266]

Cadart (Claude), 1976, Une dictature de bureaucratie nouvelle, in Aubert (Claude), Bianco (Lucien), Cadart (Claude), Domenach (Jean-Luc), *Regards froids sur la Chine*, Paris, Seuil, 1976, pp. 231-282.

Cadart (Claude), Cheng (Yingxiang), Hua (Lin), 1977, *Les deux morts de Mao Tsé-Toung*, Paris, Seuil, 165 p.

Chang (Parris), 1969, *Patterns and Processes of Policy Making in Communist China*, New York, Columbia University Press, 378 p.

Chen (Jo-Hsi), 1978, *Le préfet Yin*, Paris, Denoël, 272 p.

Chevrier (Yves), 1983, Les politiques économiques de la démaoïsation (1977-1982), *Revue d'Études comparatives est-ouest*, septembre 1983, pp. 5-74.

Cohen (Jérôme), 1968, *The Criminal Process in the People's Republic of China, 1949-1963. An Introduction*, Cambridge, Harvard University Press, 706 p.

CICRC, Commission internationale contre le régime concentrationnaire, 1956, *Livre blanc sur le travail forcé dans la République populaire de Chine*, Paris, 317 p.

Denes (Hervé), 1981, *Le retour du père*, Paris, Belfond, 284 p.

Domenach (Jean-Luc), 1982, *Aux origines du Grand Bond en avant*, Paris, éditions de l'École des Hautes Études en Sciences sociales et Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 220 p.

Doolin (Dennis), 1964, *Communist China, the Politics of the Student Opposition*, Palo Alto, Stanford University Press, 70 p.

Dumont (René), 1984, *La Chine décollectivise*, Paris, Seuil, 334 p.

Falkenheim (Victor), 1972, *Provincial Administration in Fuksen*, New York, Columbia University Press, 387 p.

Guillermaz (Jacques), 1979, *Le Parti communiste chinois au pouvoir*, Paris, Payot, 787 p.

Holzman (Marie), 1981, *Avec les Chinois*, Paris, Flammarion, 277 p.

Hsiao (Kung-Chuan), 1960, *Rural China, Imperial Control in the Nineteenth Century*, Seattle and London, University of Washington Press, 783 p.

Hu (Chi-hsi), 1975, *Mao Tsé-Toung et la construction du socialisme*, Paris, Seuil, 188 p.

Illiez (Pierre), 1973, *Chine rouge, page blanche*, Paris, Julliard, 575 p.

- Jacob (Alain), 1982, *Un balcon à Pékin*, Paris, Grasset, 366 p.
- Joyaux (François), 1983, *La politique extérieure de la Chine populaire*, Paris, PUF, 128 p.
- Karlswyck (Eric de), 1984, Chine, à nouveau la répression, *Projet*, janvier 1984, pp. 93-98.
- Lai (Ying), 1970, *Les prisons de Mao*, Paris, Raoul Solar, 296 p.
- Leng (Shao-Chuan), 1967, *Justice in Communist China*, New York, Oceana Publications, 196 p.
- Leys (Simon), 1971, *Les habits neufs du Président Mao*, Paris, Champ Libre, 310 p.
- Leys (Simon), 1974, *Ombres chinoises*, Paris, UGE, 312 p.
- Liang (Heng) et Shapiro (Judith), 1983, *Son of the Revolution*, New York, Alfred Knopf, 302 p.
- Lieberthal (Kenneth), 1972, *Reconstruction and Revolution in a Chinese City : the Case of Tientsin, 1949-1953*, New York, Columbia University, 343 p.
- Linz (Juan), 1975, Totalitarian and Authoritarian Regimes, in Polsby et Greenstein (éd.), *Handbook of Political Science*.
- Liu (QJng), 1982, *J'accuse devant le tribunal de la société*, Paris, Robert Laffont, 262 p.
- Loh (Robert), 1962, *Escape from Red China*, New York, Coward-McCann, 272 p.
- Löwenthal (Richard), 1983, The Post-Revolutionary Phase in China and Russia, *Studies in Comparative Communism*, Autumn 1983, pp. 191-201.
- Mac Farquhar (Roderick), 1974, *The Origins of the Cultural Revolution, I : Contradictions among the people*, Oxford, Oxford University Press, 439 p.
- Michel (Jean-Jacques), Huang He, 1978, *Avoir vingt ans en Chine... à la campagne*, Paris, Seuil, 181 p.
- Monsterleet (Jean), 1955, *Les martyrs de Chine parlent*, Paris, Amiot-Dumont, 224 p.
- Mu Fu-sheng, 1963, *The Wilting of the Hundred Flowers*, New York, Praeger, 252 p.
- Orléans (Léo), 1972, *Every Fifth Child*, Stanford, Stanford University Press, 191p.
- Padoul (Gilbert), 1976, Droit et écologie, in Aubert (Claude), Bianco (Lucien), Cadart (Claude), Domenach (Jean-Luc), *Regards froids sur la Chine*, Paris, Seuil, pp. 214-226.

Padoul (Gilbert), 1979, À propos de la contestation, *Projet*, février 1979, pp. 159-169.

[267]

Padoul (Gilbert), 1981, Comment connaissons-nous la Chine ?, *Le Débat*, février 1981, pp. 96-105.

Padoul (Gilbert), 1981 (2), Moderniser et survivre : le dilemme politique du développement, *Tiers Monde*, avril-juin 1981, pp. 373-392.

Parish (William), Whyte (Martin King), 1978, *Village and Family in Contemporary China*, Chicago, Chicago University Press, 419 p.

Pye (Lucien), 1981, *The Dynamics of Chinese Politics*, Oxford, Oxford University Press, 306 p.

Rice (Edward), 1972, *Mao's Way*, Los Angeles, University of California Press, 613 p.

Rigney (Harold W.), 1956, *Four Tears in a Red Hell*, Chicago, Henry Regnery Company, 210 p.

Roux (Alain), 1980, *Le casse-tête chinois*, Paris, éditions Sociales, 474 p.

Sauvage (Édouard), 1957, *Dans les prisons chinoises*, Provins, chez l'auteur, 284 p.

Schurmann (Franz), 1966, *Ideology and Organisation in Communist China*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 642 p.

Sidane (Victor), 1980, *Le printemps de Pékin*, Gallimard, 1980, 250 p.

Sidane (Victor), Zafanolli (Wojtek), 1981, *Procès politiques à Pékin*, Paris, Maspero, 244 p.

Van Coillie (Dries), 1964, *J'ai subi le lavage des cerveaux*, Paris, Mobilisation des Consciences, 336 p.

Vogel (Ezra), 1969, *Canton under Communism : Programs and Politics in a Provincial Capital*, Cambridge, Harvard University Press, 450 p.

Zafanolli (Wojtek), 1982-1983, Pouvoir et délits économiques en Chine, *Revue française de Gestion*, hiver 1982-1983, pp. 87-98.

[268]

[705]

**TRAITÉ DE SCIENCE POLITIQUE.**  
Tome 2. Les régimes politiques contemporains

## Table des matières